Comité de Coopération avec le Laos

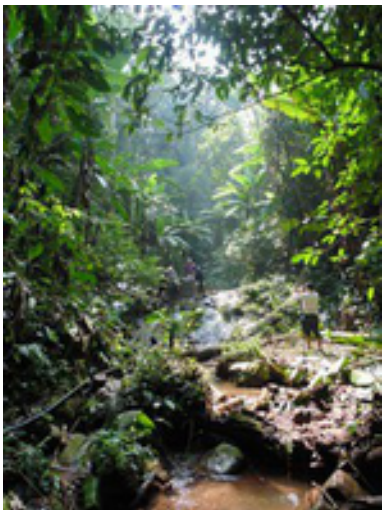
2013

Rapport moral

Rapport d'activité

Rapport financier

Comité Lorraine



AU LAOS : BP 4791, Vientiane, Tél. : 856 21 25 40 39, Fax : 856 21 21 69 25, E.mail : vientiane@ccl-laos.org
A PARIS : 10-12 rue Rosenwald 75015 PARIS, Tél. : 33 (0)1 44 85 74 60, Fax : 33 (0)1 44 85 74 61, E.mail : paris@ccl-laos.org SUR INTERNET : www.ccl-laos.org
EN LORRAINE : 17, rue des Myrtilles 88200 St Nabord Tél. : 33 (0)6 22 22 08 93, E.mail : etienne.gehin@orange.fr SUR INTERNET les Amis lorrains du Laos : www.amislorrainsdulaos.org

Sommaire

I.RAPPORT MORAL....3
A.Rapport moral 2013 – Gérard Batisse....4
B.Pré-programme de conférences....6
II.RAPPORT D'ACTIVITÉ....7
A.Quelques données sur le Laos en 2013....8
B.La carte des projets du CCL au Laos en 2013....18
C.Programme de développement dans le district de Nhotou (Phongsaly)....19
D.Le projet "Droit à l'alimentation des groupes ethniques dans la province de Xieng Khouang" 22
E.Projet "Réduction de la pauvreté" dans 3 districts de la province de Oudomxay....25
F.Projet d'appui aux écoles primaires de la plaine de Vientiane et dans le district de Nhotou. 27
G.Le bureau du CCL à Vientiane....29
H.Les actions du CCL en France....31
III.RAPPORT FINANCIER....33
A.Bilan - Actif 2013 État exprimé en euros....34
B.Bilan - Passif 2013 État exprimé en euros....35
C.Compte de résultat 2013 État exprimé en euros....36
D.Commentaires sur l'exercice budgétaire 2013....37
E.Budget prévisionnel pour 2014....40
IV.LE COMITÉ LOCAL DU CCL LORRAINE....43
A.Présentation générale des "amis lorrains du Laos"....44
B.Les actions de l'année 2013....44
V.LA CHARTE DU CCL....48
VI.REMERCIEMENTS....50
VII.LISTE DES ABRÉVIATIONS ET SIGLES....51

La photo principale en couverture est de Jean-Michel Gallet

I. RAPPORT MORAL

A. RAPPORT MORAL 2013 – GÉRARD BATISSE

Par tradition le rapport moral c'est le mot du Président. Mais le principal fait nouveau de 2013-2014, c'est que le président n'est plus seul. Nous avons pu renforcer l'équipe de Paris et soulager Véronique AZRIA jusque là seule permanente du bureau, par l'arrivée d'un coordonnateur, Benoît de Cauwer qui consacre plus de la moitié de son temps au CCL. Nous sommes ainsi désormais en mesure d'assurer la présence permanente et la continuité d'action indispensables à la gestion quotidienne de notre association. De plus, la participation active des membres du CA a permis d'atteindre une « masse critique » disponible et compétente et tout cela s'est vite traduit par plus d'efficacité dans la relation avec Vientiane, la consistance de nos interventions et le lancement de nouvelles animations du bureau de Paris.

Au Laos, nos trois projets en cours sont gérés avec un grand professionnalisme par la directrice de Vientiane Manivone Vorachak et son équipe, et se déroulent de manière satisfaisante. Je saisis l'occasion pour rappeler que l'intégration dans le tissu lao du bureau de Vientiane et sa capacité de gestion sont l'atout majeur du CCL et la base de sa notoriété, Entretenir et développer cet atout reste une priorité.

Manivone nous parlera tout à l'heure des projets, je rappelle simplement que nous intervenons actuellement dans trois provinces du Nord Laos, province de Phongsaly, province d'Oudomxay et province de Xieng Khouang . Nos expatriés, Perrine Fournier qui a renouvelé son contrat pour 2 ans, Elisa Fily (arrivée au Laos en novembre 2013) et Anthony Gueguen (arrivée en septembre 2013) appuient les équipes projets dans la mise en œuvre de compétences très diversifiées, proposant aux villageois un cadre complet d'actions de développement rural, améliorations culturales, gestion de l'eau, renforcement de la technicité des villageois, sécurité alimentaire, approche environnementale, apprentissage des relations commerciales, ….

Au-delà de ces réalisations, de nouvelles opportunités se présentent qui permettront de maintenir notre activité sur les années à venir..

- Un appel à projet lancé par "Solidarité Internationale" de la région Ile de France sur le thème des actions concrètes proches des populations dans le domaine de la préservation des biens publics mondiaux (dont la sécurité alimentaire), dossier géré par Perrine Fournier avec l'appui du CA à Paris.
- Un complément de financement AFD pour le projet "Réduction de la pauvreté" qui suit le projet WCCDP à Oudomxay. La proposition est faite par Elisa Fily avec l'aide de François Jullien à Paris.
- Un appel à projet émis par l'UE pour les organisations non gouvernementales au Laos en avril 2014. Anthony Gueguen est à la manœuvre avec l'association suisse Helvetas qui sera leader et qui apportera un co-financement.
- Grâce à Perrine Fournier, nous sommes avec CARE sur un projet de bonne gouvernance de la forêt qui couvre plusieurs parties du Laos (le CCL a en charge les activités sur le district de Phongsaly.

Une étape importante a été franchie par Manivone dans la création de l'association de droit lao, qui s'appellera en français l'Association pour le Renforcement des Savoir-Faire Locaux, l'ASFL. Elle devrait être pleinement opérationnelle dans quelques mois et nous étudions ensemble une convention de partenariat qui organisera nos relations autour de principes d'action communs et de répartition des tâches dans de nouveaux projets.

A Paris, nous avons porté nos efforts dans quatre directions pour dynamiser la vie de l'association en France :

- Actualiser nos principes de stratégie, travail effectué avec le CA au dernier trimestre 2013 et dont les résultats vous ont été communiqués dans la lettre du CCL de Janvier. Ces principes et ceux de la charte du CCL ont servi de base à la rédaction de la convention de partenariat que nous allons conclure avec l'ASFL.
- Réactiver la fonction de centre de communication du bureau. Cela veut dire proposer aux adhérents, à nos sympathisants et plus largement à tout public intéressé par le Laos, sans oublier la communauté d'origine laotienne, un ensemble d'outils d'information consacré au Laos. Vous avez déjà pris connaissance de la lettre que nous publions désormais régulièrement, nous lançons un cycle de tables rondes-conférences dont la première a lieu cet après-midi ; nous allons également recommencer à publier des ouvrages et nous examinons la possibilité de participer à des événements externes au CCL comme l'année du Laos en France. Nous allons également procéder, en liaison avec nos expatriés, à la refonte du site Internet de l'association pour améliorer sa lisibilité.
- Renforcer l'assistance technique que nous fournissons à Vientiane. Ceci passe par des partenariats techniques mais aussi par l'utilisation des compétences propres au CCL et la collaboration de membres de l'association et du CA. Nous avons pu par exemple participer à la réponse à certains appels à projet et aux recherches de financement auprès de l'AFD, de l'UE et de la région Ile de France.
- Ouvrir le CCL à des partenariats avec des associations voisines, notamment les associations de la communauté laotienne en France.

En conclusion, de quoi sera faite la période 2014-2015 pour le bureau de Paris ? Nous avons identifié une priorité absolue et plusieurs objectifs collatéraux :

En priorité, il faut absolument s'attaquer au problème fondamental du CCL, le manque de fonds propres utilisables pour sa gestion quotidienne au-delà des dépenses liées aux projets. Il faut en effet savoir que dans les budgets des projets validés par les bailleurs de fonds, la part dévolue aux services du CCL est minime, parfois même inexistante. En absence de fonds propres, nous sommes donc extrêmement dépendants de ces budgets de projets, ce qui nous pose d'énormes difficultés pour renouveler nos équipements, renforcer les équipes des bureaux, acquitter des dépenses de fonctionnement, etc… De plus, lorsque nos bailleurs tardent à délivrer leurs financements nous devons jongler pour assurer notre trésorerie.

C'est pourquoi le renforcement des fonds propres sera le chantier prioritaire de 2014-2015. Les moyens existent, développement des ventes de produits et de livres, appels aux dons, recherches de mécénats dans la continuité des contacts pris lors de la semaine de la France au Laos, etc..., à nous de les mettre en œuvre.

Nous chercherons également à renforcer l'association sur deux points :

- Générer des adhésions nouvelles, provenant notamment de groupes peu représentés aujourd'hui, jeunes, laotiens de France, experts dans des domaines autres que l'agronomie (santé, éducation,…)
- Organiser un fonctionnement efficace avec les membres et correspondants du CA résidant au Laos. 3 membres du CA (Dr. Bansa Oupathana, Julien Rossard et Sisaliao Svengsuksa) et deux sympathisants « correspondants » sont en effet prêts à aider le CCL, mais l'éloignement et le décalage horaire ne permettent pas de les faire participer activement aux travaux du CA. Leur présence sur place, leurs

expériences, leurs expertises sont des sources d'informations que le CCL n'utilise pas aujourd'hui assez.

B. PRÉ-PROGRAMME DE CONFÉRENCES

Pour terminer, je voudrais attirer votre attention sur le programme de conférences planifié pour la période 06/ 2014 – 06/ 2015.

28 juin 2014 : Retour sur le terrain, 10 ans après, table ronde avec *Olivier Ducourtieux et Cécile Laval*.

23 septembre 2014 : L'économie lao contemporaine par *Kam Vorapheth*.

28 octobre 2014 **:** Les ethnies au Laos par *Yves Goudineau*.

19 janvier 2015 **:** L'agriculture lao à l'aune de la globalisation par *Marc Dufumier*.

19 février 2015 **:** Le Bouddhisme et la culture lao par *Khamphanh Pravongviengkham.*

5 mars 2015 **:** Les villes au Laos, table ronde par *Pierre Clément et Christian Taillard.*

23 avril 2015 **:** Eco-tourisme et développement rural par *Francis Engelmann*

Ces dates prévisionnelles peuvent fluctuer dans une certaine mesure et nous confirmerons les dates définitives de chaque conférence 3 à 4 semaines auparavant. D'ores et déjà merci de vous manifester pour nous indiquer celles de ces réunions qui vous intéresseront.

Par ailleurs, les étudiants de l'Inalco organiseront le 11 décembre 2014, une journée sur le Laos. Cette journée comprendra un colloque et des manifestations culturelles.

II. RAPPORT D'ACTIVITÉ

A. QUELQUES DONNÉES SUR LE LAOS EN 2013

A.1 CHRONOLOGIE

16 et 17 janvier : Le Conseil de la commission internationale du Mékong s'est réuni, dans la province de Luang Prabang pour sa 19ème session, à laquelle ont participé les délégations venant du Cambodge, du Laos, du Vietnam et de la Thaïlande pour dresser le bilan ses activités de l'an passé et notamment de la déclaration commune de Hua Hin, en Thaïlande. Les participants ont fait le point sur l'application de la décision de la commission de 2011, tenue à Siem Reap, au Cambodge, portant sur les efforts de ces pays dans la gestion, le développement et l'utilisation des ressources hydrauliques du bassin inférieur du Mékong y compris la construction de barrage hydroélectrique sur ce fleuve.

30 janvier : le nouvel Airbus A320 de Lao Airlines est arrivé à l'aéroport international de Wattay, accroissant la capacité de la compagnie en réponse à la croissance de l'économie du pays. La compagnie exploite actuellement une flotte de quatre Airbus A320, cinq ATR avec un supplémentaire en commande, et quatre MA 60, pour une utilisation sur les lignes intérieures et internationales.

Février : le Comité des Nations Unies sur l'élimination de la discrimination raciale s'est dit préoccupé par le manque d'accès international donné aux Hmong rapatriés involontairement de Thaïlande. En Septembre, le Laos a ratifié la Convention des Nations Unies contre la torture. En Novembre, le Laos a adopté la Déclaration des droits de l'ASEAN. La peine de mort reste en vigueur pour certaines infractions relatives aux drogues ; pas de statistiques officielles ont été rendues publiques. Le harcèlement des chrétiens dans certaines zones provinciales a continué, avec la confiscation des biens, la fermeture d'églises, des détentions de courte durée. (Amnesty international)

2 février : Le Laos devient membre à part entière de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Illustration 1: Manivone Vorachak (à droite) au forum mondial de la francophonie

20 mars Premier Forum mondial des femmes francophones qui a réuni à Paris 400 participantes issues de la société civile des États membres de la Francophonie, dont trois personnalités laotiennes.

Les trois femmes qui ont représenté le Laos lors de ce grand rassemblement étaient : Mme Phetvongsinh Chivorakoun, docteur à l'Institut de la Francophonie pour la Médecine Tropicale (IFMT) de Vientiane, et présidente de l'association pour les patients vivant avec l'épilepsie au Laos ; ainsi que Mme Duangmala Phommavong, vice-présidente de l'association des jeunes entrepreneurs laotiens et directrice de sept entreprises actives dans l'hôtellerie, le tourisme, la gastronomie, la littérature et l'architecture ; **Mme Manivone Vorachak, directrice de l'ONG Comité de Coopération avec le Laos (CCL).**

Ce forum des femmes francophones a été organisé pour la première fois, à l'initiative de la France, avec le soutien de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et en

partenariat avec l'Unesco et ONU Femmes. Cette première édition a coïncidé avec la journée internationale de la francophonie, célébrée comme chaque année le 20 mars.

La tenue de cet événement est partie du constat de la régression du droit des femmes dans certaines parties du monde, et notamment dans l'espace francophone qui compte 77 pays et 220 millions de locuteurs. Il y a aujourd'hui 120 millions de femmes francophones dans le monde ; elles seront plus de 350 millions en 2050. Ces femmes mènent au quotidien des combats pour le respect de leurs droits fondamentaux, l'accès à l'école et à l'éducation, l'égalité des genres, la représentation des femmes dans la sphère politique.

Le Forum s'est déroulé au musée du Quai Branly et s'est terminé par un discours du Président de la République française, M. François Hollande, au Palais de l'Élysée. L'événement s'est articulé autour de trois tables rondes d'une heure trente chacune, animées par un journaliste et cinq à six intervenants, laissant du temps pour les échanges avec les participants. Tout au long de la journée, ces femmes ont pu apporter leurs témoignages et ont proposé à la France de soumettre aux instances de la Francophonie un plan d'action pour défendre les droits des femmes dans le monde.

1-3 avril : Réunion de l'AIMF à Vientiane. A l'occasion de sa 75ème réunion du bureau exécutif, l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) a dédié son colloque à Ventiane, au thème « le patrimoine urbain, sa protection et sa mise en valeur. Quel rôle pour les responsables locaux dans la sous-région (Cambodge, Laos, Vietnam) ? ».

L'AIMF réunit son Bureau exécutif à Vientiane sous la présidence de M. Bertrand Delanoë, maire de Paris, et Président de l'Association internationale des maires francophones (Ventiane, le 1er avril).

Le bureau exécutif de l'AIMF a réuni une vingtaine de maires dont M. Soukhan Mahalath, maire de Vientiane, et M. Pierre Baillet, Secrétaire permanent de l'AIMF, a adopté un programme de financement de plus d'un million d'euros relatif à des projets urbains portant sur l'appui aux services essentiels et aux équipements publics et sur la réhabilitation du patrimoine. Ces projets concernent 2 millions de personnes en Asie (Cambodge) et en Afrique (Tunisie, Mauritanie, Sénégal, Cameroun, Rwanda, Burkina Faso et Niger).

2) Colloque sur le patrimoine urbain et le rôle des responsables locaux dans la sous-région

Les membres du Bureau de l'AIMF ont participé à un séminaire de travail intitulé « Le patrimoine urbain, sa protection et sa mise en valeur. Quel rôle pour les responsables locaux dans la sous-région (Laos, Vietnam, Cambodge) ? », en présence des autorités locales (M. Soukank Mahalath, maire de Ventiane, M. Bosengkham Vongdara, ministre de l'Information, de la Culture et du tourisme et le Ministre des Travaux publics et des transports), de M. Yves Carmona, Ambassadeur de France au Laos, des représentants d'organisations internationales impliquées dans la protection du patrimoine et de l'Agence française de développement (AFD).

Le patrimoine urbain, un moteur de développement économique pour les populations locales

4 exemples de projets emblématiques des villes du Sud-est asiatiques ont été présentés montrant les politiques de protection et de valorisation du patrimoine urbain menées dans ces villes, l'impact de leurs actions sur les populations et les enjeux et difficultés auxquels ils ont dû faire face.

- Kampot (Cambodge) : 40.000 habitants : politique de développement autour de la sauvegarde et de la valorisation du patrimoine (Bureau d'études KOSAN engineering)
- Hué (Vietnam) : 340.000 habitants : prise en compte de la valeur patrimoniale d'un site urbain (donc habité) dans la conception et le développement d'un projet

d'assainissement au cœur du site historique (SIAAP, syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne)

- Ventiane (Laos) : 720.000 habitants : place du patrimoine dans le développement économique (ENSAPH-IPRAUS)
- Siem Reap (Cambodge) : près de 1,6 millions de touristes par an : mise en place d'une politique de développement touristique durable aux bénéfices des acteurs et des populations locales (APSARA)
- **Coopération décentralisée à Luang Prabang, ville inscrite au patrimoine mondial.**

Actuellement, une dizaine de collectivités territoriales françaises sont engagées au Laos principalement dans des domaines du médical, de la francophonie, du développement rural, de la valorisation du patrimoine et de l'éco-tourisme. Les coopérations décentralisées menées au Laos se caractérisent par une forte concentration géographique, dans trois provinces (Khammouane, Champassak et Luang Prabang).

19 au 21 avril : 4ème Conférence des Études Laotiennes qui s'est tenue à Madison aux États-Unis du 2013 sous l'égide de l'Université du Wisconsin-Madison et du Centre for Lao Studies.

Le colloque fut un grand succès : emmené par Ian Baird et Vinya Sysamouth, il réunit deux cent cinquante participants dont cent-vingt-cinq intervenants, des Allemands, Anglais, Américains, Australiens, Français, Laotiens, Néo-Zélandais, Thaï. On notait avec plaisir la présence d'un nombre non-négligeable de jeunes Lao et Hmong dans l'assistance.

Après les introductions d'usage en séance plénière, Yves Goudineau éblouit l'auditoire avec une brillante présentation sur « l'invention de l'héritage multiethnique au Laos », posant ainsi les bases de ce qui allait être un des thèmes du colloque, la politique du gouvernement à l'égard des minorités et les relations inter-ethniques. On notera aussi que le sort de Sombath Somphone a fait l'objet de communications spécifiques.

Pendant ces deux jours et demi ce ne furent pas moins de trente huit ateliers qui furent organisés : les principaux thèmes en furent l'inter-ethnicité (les Hmong se sont distingués par une active présence), les questions environnementales, la linguistique, les relations Lao-Isan, la littérature, l'art, la musique et le cinéma, la linguistique… Dans un panel une très bonne présentation sur les découvertes archéologiques dans la région de Xépone. La plupart des interventions furent de bonne qualité, elles furent le fait de chercheurs universitaires. de personnes actives dans les ONG environnementalistes, de jeunes chercheurs lao et isan. Parmi les Français on pouvait noter outre Yves Goudineau, directeur de l'EFEO à Vientiane (nommé directeur de l'EFEO en 2014), Vanina Bouté responsable de l'IRASEC Bangkok, Catherine Raymond, professeur d'histoire de l'art asiatique et directrice du centre d'études birmanes à la Northern Illinois University. (Compte rendu de Marc Mouscadet, membre du CA du CCL)

7 mai : l'achèvement du projet de démarcation de la frontière Laos et le Vietnam a renforcé la paix et l'ordre, selon le vice-ministre laotien des Affaires étrangères, Bounkeut Sangsomsak.

Il a décrit la réalisation du projet comme « une réalisation importante ». Bounkeut a ajouté que cet effort conjoint peut être un modèle pour les démarcations frontalières entre les autres pays de la région.

Il a rappelé que les dirigeants des pays ont signé un traité qui définit la frontière commune en 1977. À la fin du projet, les bornes sont passées de 214 à 835

Le Laos partage une frontière de 2.067 km avec le Vietnam, 1.835 km avec la Thaïlande, 535 km avec le Cambodge, 505 km avec la Chine et 236 km avec le Myanmar.

Le travail est toujours en cours sur la démarcation entre le Laos et le Cambodge, elle est actuellement d'environ 86 pour cent achevée.Un programme de démarcation le long de 735 km de frontière terrestre avec la Thaïlande est achevé à 93 pour cent.

Le Laos a déjà entrepris les travaux de démarcation de la frontière avec la Chine et le Myanmar.

Juin : huit villageois ont été arrêtés après une pétition aux autorités sur un litige foncier avec une société vietnamienne à qui une concession de caoutchouc avait été accordée en 2006 et qui a lésé le village de Ban Yeup dans la province de Sekong Thateng. Tous ont été libérés au bout de quelques jours, à l'exception d'un homme qui a été détenu pendant environ deux semaines et maltraité avant d'être libéré. (Amnesty International)

Septembre : La Chine a réaffirmé que le projet de train à grande vitesse du Laos était sur la bonne voie, mais il faut plus de temps pour mener des études de faisabilité sur les différents aspects et pour s'assurer qu'il serait économiquement viable, a déclaré le vice-Premier ministre lao Somsavat Lengsavad.

Le Premier ministre chinois Li Keqiang a dit à son homologue lao Thongsing Thammavong lors d'une réunion bilatérale à Nanning en Chine, en marge de l'Expo Chine-ASEAN qu'il avait demandé aux fonctionnaires d'accélérer leur étude du projet de train Laos.

« La volonté politique des deux dirigeants est clair et n'a jamais changé. Je suis convaincu que ce projet sera concrétisé comme prévu » a déclaré dans une interview Somsavat Lengsavad.

Le Laos prévoit de construire projet de train de 7 milliards de dollars pour relier Vientiane et la province chinoise du Yunnan ainsi que plus tard pour se connecter à la Thaïlande et à d'autres pays de l'Asean.

Le projet avait posé des difficultés en raison de l'énorme investissement et une faible rentabilité, a déclaré Lengsavad Somsavat.

30 septembre : Le gouvernement du Laos a notifié à la Commission du Mékong (MRC) de ses plans pour commencer la construction du barrage de Done Sahong en 2014. Ce sera le deuxième barrage Lao sur le Mékong, après Xayaburi, plus en amont.

Done Sahong, un deuxième barrage prévu sur le Mékong

Le groupe de défense « International Rivers » a averti, que Laos a décidé de procéder à des travaux sur le barrage de Done Sahong malgré les inquiétudes sur les « coûts

environnementaux, sociaux et économiques qui ne devraient tout simplement pas être ignorées ».

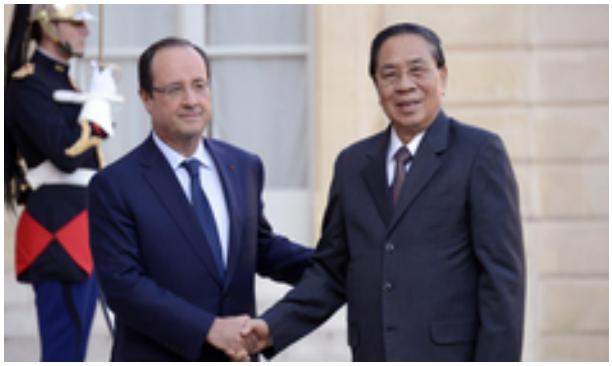
« Le barrage de Done Sahong, si il se déroule comme prévu, va condamner le Mékong et ses pêcheries à des catastrophes inimaginables ».

16 octobre : Un avion de la compagnie Lao Airlines s'est écrasé ce mercredi dans le fleuve Mékong, au Laos. Les 44 passagers et membres d'équipage qui se trouvaient à bord sont tous morts dans le crash. Sept Français font partie des victimes.

L'avion, qui transportait 39 passagers et les cinq membres de son équipage, effectuait la liaison entre la capitale Vientiane et la ville de Pakse, dans la province de Champasak, dans le sud du Laos, et s'est écrasé à environ huit kilomètres de son aéroport de destination, a-t-il ajouté.

Un responsable de l'ambassade du Laos au Vietnam ayant requis l'anonymat a confirmé que toutes les personnes à bord de l'appareil avaient été tuées. Cinq Thaïlandais figuraient également parmi les victimes, d'après les autorités thaïlandaises. Un porte parole du constructeur ATR en France a confirmé l'accident, précisant qu'il s'agissait d'un ATR72, qui peut transporter jusqu'à 70 passagers. On ignore pour l'heure les causes du crash.

23 octobre : Le président français François Hollande a rencontré le président du Laos Choummaly Sayasone. Il s'agit de la première visite d'un président Laotien depuis l'indépendance du pays il ya près de 60 ans.



Le président laotien a rencontré des chefs d'entreprise au siège du syndicat des patrons Medef et les entreprises était le thème central de la déclaration de l'Élysée après que les deux présidents se soient rencontrés

Le président Choummaly Sayasone a appelé à une augmentation des investissements des entreprises françaises au Laos et a annoncé la signature d'une étude de faisabilité sur l'extension d'un projet de hydroélectrique sur la rivière Nam Theun.

Une déclaration française ministère des Affaires étrangères a appelé les autorités laotiennes de faire tout son possible pour enquêter sur l'affaire Sombath Somphone, mais il n'y a aucune indication que Hollande ait soulevé la question avec Sayasone dans la déclaration présidentielle.

Les deux présidents ont rendu hommage aux victimes de l'accident d'avion qui a coûté 49 vies.

25 - 29 novembre : tenue au Centre National de Convention de la semaine France – Laos. Cet événement a proposé un cycle de conférences, un salon d'affaires rassemblant une centaine de stands où des entreprises laotiennes et françaises présentaient leurs produits, ainsi que des activités culturelles et sportives, musique, cinéma, pétanque…

Le cycle de conférences était largement à destination du monde des affaires comme le montrent les thèmes abordés, « l'ASEAN économie et tendances », « se financer au Laos », « le commerce de A à Z », etc.

Cependant, un colloque spécifique s'est tenu sur les questions d'urbanisme des villes émergentes, questions qui deviennent cruciales pour Vientiane au vu de son développement rapide mais incontrôlé.

Le salon a rassemblé des entreprises françaises de toutes tailles, soit déjà installées au Laos, soit désireuses d'y intervenir ainsi que des entreprises et artisans locaux venus proposer leurs activités (tissus, bois, tourisme, bijoux, livres, musique mais aussi consulting, ingénierie,…).

Les visites au salon ainsi que le diner offert par l'ambassade de France aux exposants, aux intervenants et à certains visiteurs ont permis de prendre un premier contact avec plusieurs entreprises (EDF, Air France, CGPME, BRED, Eurocopter, Bolloré, Chambre de Commerce Européenne, BRL Ingénierie, notamment) parfois basées à Vientiane, ou intervenants au Laos à partir de Bangkok ou directement de France. Ces entreprises disposent de budgets de mécénat et de sponsoring, et ces contacts initiaux vont nous permettre de les approcher à Paris en 2014. (Compte rendu de Gérard Batisse, président du CCL).

11 décembre : Son Altesse Royale la Princesse Maha Chakri Sirindhorn de Thaïlande a officiellement inauguré le Pont de l'Amitié, quatrième pont thaï-lao sur le Mékong, reliant la province de Chiang Rai avec Bokeo au Laos.

A.2 EVOLUTION ECONOMIQUE

(d'après la Banque Asiatique de Développement)

Les politiques budgétaires et monétaires expansionnistes ont soutenu la croissance économique en 2013 mais ont entrainé une accélération de l'inflation et amplifié les déficits budgétaires et extérieurs et les réserves international diminué. Le gouvernement a réagi en annulant une partie des dépenses budgétaires

Le PIB a progressé de 7,6 % en 2013, légèrement en dessous du rythme des deux années précédentes. La croissance des services s'est accélérée, mais l'industrie et l'agriculture ont ralenti.

Les services ont progressé de 9,0 % l'année dernière. La consommation a fortement augmenté soutenu par une très forte hausse des revenus de la fonction publique, a conduit augmente dans le commerce de gros et de détail, tandis que la forte croissance du crédit a stimulé les services financiers.

Une augmentation de 12% des arrivées de touristes à 3,7 millions en 2013 a bénéficié à l'hôtellerie, la restauration et les transports.

Une croissance à deux chiffres dans les télécommunications découle de l'extension des services de téléphonie mobile et Internet.

Quant à l'industrie, la production de cuivre à partir des deux principales mines a augmenté de 3,5 % à 154 920 tonnes. La croissance de la production de l'or a également ralenti avec une production en hausse de 6,6% avec 219.880 onces. La production d'argent a bondi de 54,9 % à 955.360 onces. Après 3 années de forte hausse la production d'électricité a ralenti à 3,6% en 2013. Plusieurs nouvelles centrales hydroélectriques sont en construction. Environ 70 % de l'hydroélectricité est exportée.

La construction a ralenti, avec l'achèvement de l'année précédente de projets publics dans la capitale et les retards en 2013 sur certains investissements étrangers en raison du ralentissements économiques depuis deux ans en République populaire de Chine (RPC), en Thaïlande et au Viet Nam..

La croissance de l'industrie dans son ensemble a ralenti à 7,2% en 2013.

L'agriculture a été frappée par des inondations au troisième trimestre, mais la production a encore augmenté de 2,7% pour l'année.

La croissance économique a été soutenue par des politiques budgétaires et monétaires expansionnistes.

Le gouvernement a augmenté les salaires de base de la fonction publique de 37% et approuvé d'importantes indemnités de cherté de la vie pour les fonctionnaires, Ces décisions entrainé un doublement de la masse salariale pour l'exercice 2013. En même temps, les revenus ont été en deçà des objectifs.

Les banques commerciales ont limité les prêts en devises étrangères et à partir d'Août restreint les ventes de devises au public.

Le kip lao a commencé à fléchir contre le dollar américain, après que la banque centrale ait limité la vente de devises. Cependant, malgré l'inflation intérieure, le kip s'est apprécié en termes réels au cours des dernières années, nuisant à la compétitivité à l'exportation et contribuant au déficit du compte courant.

La forte demande intérieure a conduit à l'augmentation des importations tant des produits de consommation que des biens d'équipement. Une augmentation du déficit commercial a contribué à élargir le déficit du compte courant, estimé à 29,5% du PIB. Le déficit de la balance des paiements a réduit les réserves de 666 millions de dollars offrant une couverture limitée estimé à 1,2 mois d'importations de biens et services.

La hausse des prix alimentaires, en particulier de la viande et des légumes, ont nourri l'inflation jusqu'à un pic de 7,4% en Juillet. L'inflation moyenne s'est accélérée en 2013 à 6,4% par rapport à 4,3 % en 2012.

A.3 LE LAOS EN CHIFFRES

a) Tableau

Item	Année référence	Données
Superficie		236 800 Km^2
Nombre de provinces		17 (+ une zone spéciale)
Nombre de districts		134
Nombre d'habitants	2013	6 695 166
Taux de croissance de la population (an)	2013	1,63%
Densité de population	2013	28,3 habitants/Km^2
Taux de natalité	2013	25,23 pour mille
Taux de mortalité	2013	7,3 pour mille
Nombre de groupes ethniques	-	49 officiel
Mortalité infantile (moins de 5 ans)	2013	56,13 pour 1 000
Espérance de vie à la naissance	2013	63,14 ans
Taux d'alphabétisme hommes 15 24 ans	2011	83%
Taux d'alphabétisme femmes 15 24 ans	2011	63%
Indicateur du développement humain	2012	138^{e} pays sur 187
Taux de croissance du PIB	2013	7,6%
PIB (milliards d'US$)	2012	9,42
Produit intérieur brut (PIB) par habitant	2012	1.270 $US (méthode WB)
Part de l'agriculture dans le PIB	2011	27,8%
Part de l'industrie dans le PIB	2011	37,4%
Part des services dans le PIB	2011	37,43%
Part de la pop. avec moins de 1,25$/jour	2011	26%
Inflation	2013	6,4%
Taux de change	2013	8 03 Kip/US$
Nombre de touristes	2013	3 700 000

b) Le Kip : une lente ré-évaluation suivie d'une dépréciation fin 2013

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Taux de change (US$/Kip)	8 760	8 516	8 259	8 044	7 923	8.023

c) Perspectives

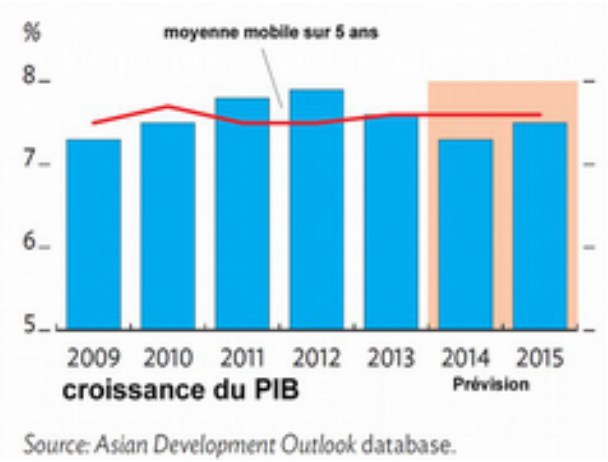
(d'après la Banque Asiatique de Développement)

La demande intérieure devrait se ralentir en 2014 et la croissance du PIB devrait atteindre 7,3%, en réduction par rapport aux années précédentes. L'investissement du gouvernement va se ralentir car 254 projets publics ont été reportés et des coupes dans les dépenses budgétaires du gouvernement.

La diminution des investissements et des retards de paiements aux fournisseurs et aux employés publics risquent d'impacter négativement l'activité économique et la confiance.

Les difficultés rencontrées par ses grands et influents voisins, la République populaire de Chine et la Thaïlande, assombrissent les perspectives, en particulier pour les investissements.

Le gouvernement vise à diminuer progressivement son déficit budgétaire par des contrôles plus stricts sur les dépenses et en renforçant les recettes. Cependant, les autorités vont à nouveau augmenter les salaires de la fonction publique durant l'année fiscale 2014 de près de 40% et des embauches supplémentaires d'employés publics sont programmées.



En outre, les salaires de la fonction publique devraient augmenter pour une troisième année durant l'exercice 2015. La réduction du déficit est compliquée aussi bien par les arriérés reportés de l'année dernière et les perspectives incertaines pour l'exploitation minière confrontée à la mollesse du prix des matières premières.

La politique monétaire vise à ralentir la croissance du crédit et à maintenir les restrictions sur les prêts en devises étrangères en 2014. Mais l'ampleur du resserrement budgétaire et monétaire cette année est incertaine.

Néanmoins, la consommation privée restera soutenue, et de nombreux investissements directs étrangers ont été approuvés.

Les travaux se poursuivent sur huit nouveaux projets hydroélectriques, y compris celui de Xayaburi pour 3,5 milliards de US$, et les travaux sur quatre nouveaux barrages devraient commencer la en 2014.

Les travaux sont bien avancés sur le grand projet de centrale à charbon de Hongsa, et devraient être terminés en 2016. Plusieurs nouveaux projets miniers sont en cours de construction.

Face à cela, la mine d'or de Sepon a arrêté sa production en Décembre 2013 en réponse à la baisse du prix mondial de l'or.

Les services sont susceptibles de maintenir une croissance solide, en particulier le tourisme, les télécommunications et le commerce de gros et de détail.

L'agriculture devrait augmenter à peu près au même rythme que l'année dernière.

L'année prochaine, la croissance du PIB devrait s'accélérer pour atteindre 7,5% car des projets tournés vers l'exportation vont entrer en production.

L'inflation moyenne de 5,8% dans les 2 premiers mois de 2014 et les prévisions à 5,5% pour l'année, en légère baisse par rapport à 2013. L'amélioration de la fourniture de viande et la modération de la demande intérieure devraient diminuer la pression sur les prix. Le kip

devrait se déprécier légèrement contre le dollar américain, ce qui soutiendra les exportations et aidera à reconstituer les réserves de change.

En 2015, l'inflation augmentera en phase avec la croissance économique.

Le gouvernement a commencé à évaluer les importations de véhicules et de carburant pour combler les lacunes qui ont causé des pertes de recettes.

Un contrôle plus strict, ainsi que des restrictions sur l'accès aux devises étrangères et la réduction des dépenses en capital du gouvernement, devraient amortir la croissance des importations. L'important déficit du compte courant devrait diminuer légèrement.

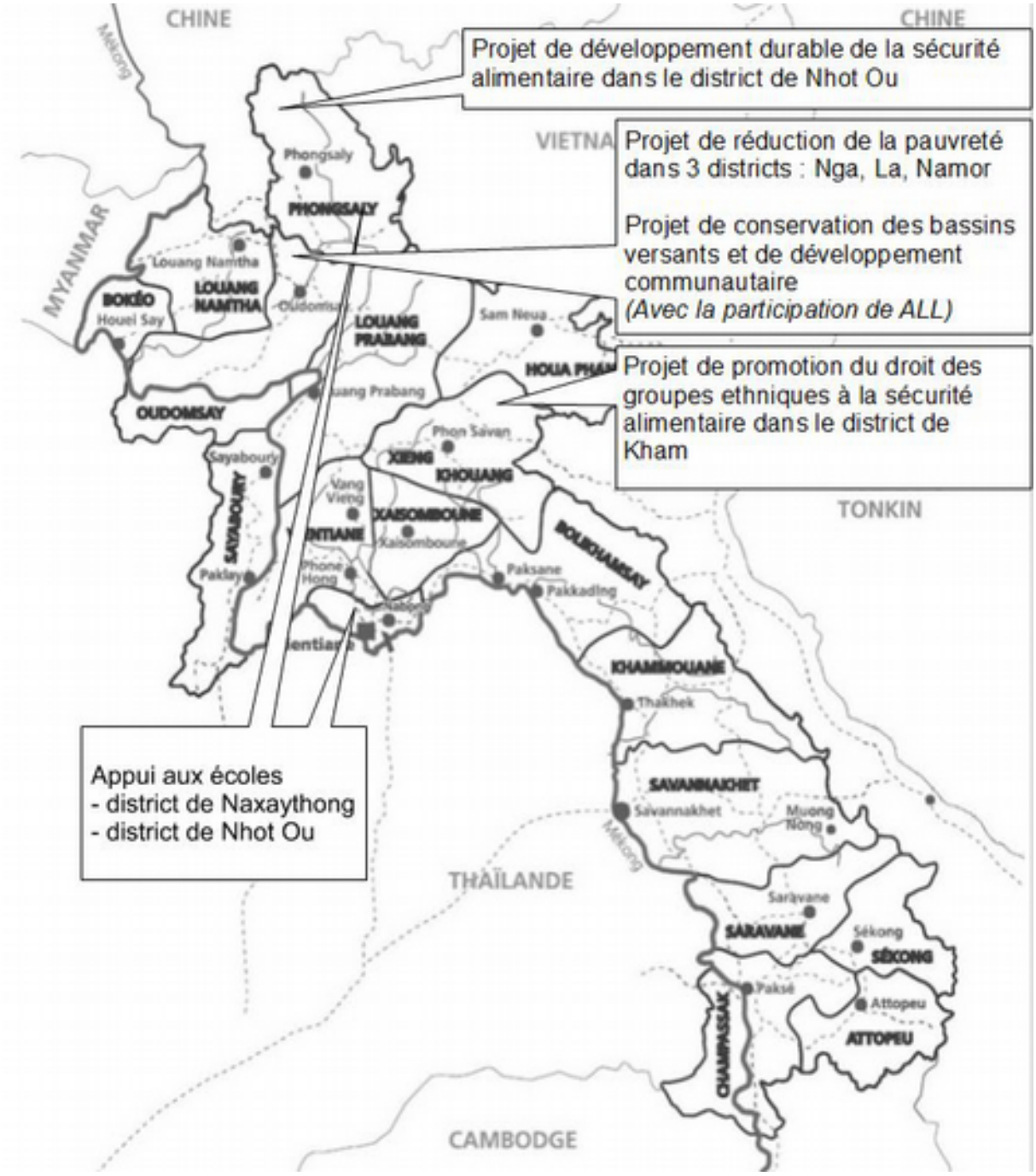
L'approfondissement du déficit budgétaire l'an dernier a soulevé de sérieuses préoccupations pour le gouvernement, qui est aux prises avec des arriérés persistants dans le paiement des salaires et le recours au report des projets publics et l’annulation des allocations de coût de la vie pour la fonction publique. Réduire le déficit budgétaire de manière durable est essentiel au maintien de la stabilité économique et de la croissance future, même si cela signifie accepter une croissance plus faible dans le court et moyen terme.

Les trois principales raisons de l'important déficit budgétaire ont été des prévisions de recettes trop optimistes, d'importantes augmentations salariales et des indemnités accordées sans égard à leur impact sur la position fiscale et extérieure ainsi que des projets de développement financés hors budget.

En réponse à la crise financière naissante, le gouvernement a doublé ses efforts de collecte de revenus et annulé ou reporté certaines dépenses. Il prépare également une nouvelle stratégie budgétaire.

Le défi principal est de réduire les dépenses pour contenir le déficit budgétaire durablement à 3% du PIB. En supposant une croissance économique réelle de 7,5 % et une croissance nominale de 13,0 % cela ralentirait la croissance des dépenses en termes réels à 2 ou 3 % sur les 3 prochaines années et permettrait de ramener le déficit budgétaire à un niveau durable.

B. LA CARTE DES PROJETS DU CCL AU LAOS EN 2013



C. PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DANS LE DISTRICT DE NHOTOU (PHONGSALY)

C.1 Fiche projet

Intitulé du projet	Projet de développement pour une sécurité alimentaire durable du district de Nhotou, province de Phongsaly
Zone d'action du projet	39 villages du district de Nhotou dans la province de Phongsaly.
Résultats attendus du projet	• Les communautés, et les femmes en particulier, ont une meilleure compréhension des problèmes de santé, d'hygiène et de nutrition de leur famille et se mobilisent en vue de résoudre ces problèmes. • Les communautés améliorent et diversifient leurs productions agricoles tout en gérant les ressources naturelles de manière durable. • Les communautés améliorent leurs sources de revenus potentielles grâce à une meilleure production et commercialisation de cultures agricoles et à une meilleure structuration en organisations paysannes. • Un système de suivi et d'évaluation efficace est mis en place.
Population concernée	2 196 familles (11 500 personnes)
Budget total du projet	1 057 605 Euros
Date de début des activités	Décembre 2009
Durée de l'intervention	5 ans
Personnel prévu sur le projet	18 personnes (10 lao & 1 expatrié) + 7 personnels techniques du district

C.2 Principales actions en 2013

En 2013, l'action a soutenu plus particulièrement la structuration des producteurs en organisations paysannes. Des sessions d'informations sur les fonctions, avantages et difficultés des organisations paysannes ainsi que des formations en leadership et gestion de groupe furent organisées auprès des villageois. L'objectif de ces formations est d'appuyer les villageois à défendre collectivement leurs intérêts dans leurs relations avec les autres acteurs des filières. Le CCL a pour cela fait appel aux savoirs et compétences locales de l'association Lao, SAEDA, qui bénéficie d'une longue expérience dans l'appui aux organisations paysannes.

Le CCL a continué de promouvoir les filières de cardamome et de thé en fournissant des plans aux villageois et en organisant des formations adéquates afin de garantir une productivité satisfaisante. La vente de cardamome et de thé constituent une source de revenus non négligeable pour les communautés car les prix proposés par les commerçants chinois sont particulièrement attractifs ces dernières années. Afin d'encourager les villageois à créer de la valeur ajoutée, des formations sur la construction et l'utilisation des séchoirs ont été organisées. En effet, le prix du thé et la cardamome séchés peut être 5 à 8 fois supérieur au prix du thé et de la cardamome non transformés. Par ailleurs, ces cultures se développent sous couvert forestier et contribuent ainsi à la conservation des forêts.

Les activités agricoles contribuant plus spécifiquement à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des familles (terrasses rizicoles et systèmes d'irrigation, jardins potagers, plantation d'arbres fruitiers, apiculture et pisciculture) furent mises en œuvre dans 28 villages en 2013.

Un voyage d'études pour des femmes issues des minorités ethniques de Nhotou fut organisé en juillet 2013 dans la province de Vientiane afin de visiter des exploitations maraîchères biologiques qui produisent toute l'année grâce à la culture sous serre. La culture maraichère est en effet difficile à réaliser en saison des pluies en raison des maladies et insectes qui se propagent plus facilement. Bouakeo, une productrice du village de Soumheuang situé au bord de la route qui mène à la frontière chinoise, a participé au voyage d'études. « C'est la première fois que je prenais l'avion. Je n'étais jamais allée à Vientiane ». Après avoir visité les exploitations et discuté avec les producteurs maraîchers sur les avantages de cette activité pour la nutrition mais également comme source potentielle de revenus, elle a décidée de se lancer. Avec l'appui technique du CCL, Bouakeo et sa famille ainsi que d'autres villageois ont construit plusieurs serres communautaires dans le village. Afin d'augmenter la productivité, le CCL a organisé des formations sur la fabrication de compost et de pesticides biologiques. Aujourd'hui, Bouakeo et sa famille peuvent consommer des légumes toute l'année grâce à leur propre production. Bouakeo vend également une partie de sa production à ses voisins. Elle participe à d'autres activités proposées par le CCL telles que la pisciculture, la culture du galanga et de la cardamome et a participé à beaucoup de formations sur la nutrition, l'hygiène et la santé. « Je participe au projet car je voulais augmenter les revenus de ma famille afin de payer les études de mon fils. Aujourd'hui, la vie est plus facile qu'avant, nous avons une alimentation plus diversifiée, plus de revenus et les gens sont moins malades »

C.3 Problèmes rencontrés

Le difficile accès à certains villages en saison des pluies empêche un suivi continu des activités.

Le faible niveau de connaissance du Lao, surtout parmi les femmes.

C.4 Partenaires et bailleurs en 2013

a) Les bailleurs du projet

- Oxfam Hong Kong
- Action de Carême
- Compter sur Demain
- Donateurs privés et sympathisants du CCL
- L'Union Européenne

b) Les partenaires du CCL sur le projet

- Les services techniques du district de Nhotou et de la province de Phongsaly.
- Les autorités villageoises

- L'association Lao, SAEDA
- GIZ (Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit) (coopération technique allemande)
- HELVETAS
- La faculté d'agriculture de l'Université du Yunnan

C.5 Activités prévues en 2014

2014 sera marquée par la dernière année du projet Nhotou 2 et le début d'un nouveau projet sur l'adaptation au changement climatique en partenariat avec CARE, SAEDA et Oxfam Hong Kong.

Activités du projet Nhotou 2 :

- Formations « recyclages » sur les questions de nutrition, santé et hygiène
- Construction de latrines
- Suivi de la malnutrition des enfants de moins de 5 ans
- Renforcement des capacités des groupements villageois avec l'appui d'une expertise locale (SAEDA)
- Appui aux filières de la cardamome et du thé
- Irrigation, maraichage, pisciculture, arbres fruitiers
- Gestion des ressources naturelles

C.6 Présentation du nouveau projet sur l'adaptation au changement climatique

Le projet NU-PCR (Northern Uplands – Promoting Climate resilience) démarrera en mars 2014 et se terminera en février 2018. Il s'appuie sur l'expérience et les activités mises en œuvre avec succès depuis près de 10 ans par CARE et le CCL, respectivement dans les districts de Mai et Samphan et dans le district de Nhotou, province de Phongsaly. Le partenariat CARE-CCL est renforcé par l'expérience de SAEDA et d'Oxfam sur l'agro écologie et l'appui aux organisations paysannes. Le projet NU-PCR bénéficie directement à 1500 familles paysannes résidant dans 30 villages de la province de Phongsaly (soit 10 villages par district) et à 60 organisations paysannes (soit 20 organisations par district).

En janvier 2013 fut organisé un séminaire rassemblant CARE, CCL, SAEDA ainsi que les autorités de la province et des districts concernés en vue de définir les axes principaux du projet. Ce séminaire permit de formuler les 3 résultats du projet ainsi que les activités à mettre en œuvre, à savoir :

- Résultat 1 : Les capacités des acteurs locaux en vue d'analyser, de planifier et mettre en œuvre des plans d'adaptation au changement climatique à base communautaire et respectueux de l'équité hommes-femmes sont renforcés.
    - Principales activités mises en œuvre : Formation de l'équipe, des autorités locales et autres partenaires du projet aux outils méthodologiques pour analyser en profondeur la capacité et vulnérabilité des communautés au changement climatique, conduire cette analyse dans les districts cibles et développer des programmes ABC (adaptation à base communautaire) adaptés au contexte local
- Résultat 2: La résilience des communautés est renforcée via la mise en œuvre d'interventions pilotes d'adaptation au changement climatique et de réduction des risques de catastrophe bénéficiant aux femmes en particulier.
    - Principales activités mises en œuvre : Appui aux organisations paysannes, formations agricoles (agriculture de montagne intégrée, agroforesterie, maraichage, test de variétés adaptées au changement climatique) adaptées afin

de renforcer la résilience des communautés, mise en place de systèmes d'alerte précoce et d'information météorologiques, caisses villageoises d'épargne-crédit, renforcement des liens entre les acteurs de filière

- Résultat 3: La capitalisation des expériences de l'action mise en œuvre contribue au dialogue politique en vue de créer un environnement politique favorable à l'adaptation au changement climatique et à la réduction des risques de catastrophes dans les montagnes du Nord
    - Principales activités mises en œuvre : capitalisation d'expériences, évaluations externes, voyages d'études pour les autorités locales et les communautés, mise en place d'une stratégie de plaidoyer pour contribuer efficacement au dialogue politique

Le budget total du projet s'élève à 2 152 800 Euros, dont 724 069 Euros pour les activités menées par le CCL dans le district de Nhotou.

D. LE PROJET "DROIT À L'ALIMENTATION DES GROUPES ETHNIQUES DANS LA PROVINCE DE XIENG KHOUANG"

D.1 Fiche projet

Intitulé du projet	Droit à l'alimentation des groupes ethniques dans le district de Kham, province de Xieng Khouang.
Zone d'action du projet	30 villages du district de Kham
Résultats attendus par le projet	• Améliorer les capacités techniques et de gestion de SAEDA afin de mettre en œuvre le droit a l'alimentation des groupes ethniques au niveau provincial, du district et communautaire. • Les communautés améliorent leurs capacités pour réaliser et défendre leur droit a l'alimentation au niveau communautaire. • Augmenter le partage d'information et d'expériences de projets avec les autorités locales et les différents acteurs afin de promouvoir le droit à l'alimentation des minorités ethniques.
Population concernée	Environ 15 000 villageois
Budget total du projet	300 000 euros
Date de début des activités	Novembre 2012
Durée de l'intervention	3 ans
Personnel prévu sur le projet	3 personnes (2 lao + 1 expatrié) + 5 personnels techniques du district (DAFO, DONRE, LWU)

D.2 Présentation générale du projet

Le district de Kham fait partie des districts les plus pauvres du Laos[1]. Les principales occupations des communautés sont l'agriculture (riz, maïs, élevage) et dans une moindre mesure l'artisanat et les services. A l'heure actuelle, ces communautés doivent faire face à de nombreux problèmes et obstacles : pénurie de riz pendant les périodes de soudure et manque de diversification de l'agriculture qui entrainent des problèmes de malnutrition et de dépendance alimentaire. De plus, les communautés ont un manque de connaissances sur leurs droits fondamentaux. Les organisations de la société civile qui supportent les droits des populations vulnérables et représentent leurs voix ne sont pas autorisées à recevoir le statut d'organisation non gouvernementale ce qui restreint le plaidoyer en faveur des communautés et groupes ethniques. Dans le même temps, les autorités locales ont un

1 Poverty in Lao PDR 2008, Lao statistics bureau.

manque d'informations, de capacités et de budget pour mettre en œuvre des politiques qui respectent leurs obligations au regard du droit à l'alimentation.

Le projet s'adresse directement à 15 000 personnes réparties dans 30 villages du district de Kham. Ces villages choisis en raison de leur isolement et de leur difficulté à assurer leur auto-alimentation connaissent régulièrement une insécurité alimentaire et des longues périodes de soudure. Leur accès aux ressources naturelles et à la terre est aussi limité. Grâce à ce projet, les communautés bénéficient de l'appui du CCL et de son partenaire SAEDA qui possède une véritable expertise dans le domaine de l'agriculture durable et organique mais aussi dans le renforcement des organisations paysannes. Son implantation de longue date dans la province de Xieng Khouang et ses bonnes relations avec les autorités locales sont un atout primordial pour renforcer et affirmer le droit à l'alimentation des groupes ethniques dans la région. A travers ce projet, l'objectif est également de sensibiliser et d'informer l'ensemble des autorités locales afin qu'elles mettent en œuvre des politiques et programmes en faveur du droit à l'alimentation des groupes ethniques. L'équipe de SAEDA bénéficie également directement du projet à travers des formations dans le but de renforcer leurs compétences en gestion de projet et approche participative.

Les résultats attendus sont les suivants :

- Améliorer les capacités techniques et de gestion de SAEDA afin de mettre en œuvre le droit à l'alimentation des minorités ethniques au niveau provincial, du district et communautaire.
- Améliorer les capacités des communautés à défendre leur droit à l'alimentation .
- Augmenter le partage d'information et d'expériences de projets avec les autorités locales et les différents acteurs afin de promouvoir le droit à l'alimentation des minorités ethniques.

D.3 Principales actions en 2013

La mise en œuvre des activités du projet « Droit à l'alimentation des groupes ethniques du district de Kham » a débuté réellement en mars 2013. Après avoir organisé un atelier participatif avec les différentes parties prenantes au projet afin d'expliquer les besoins, les objectifs et la méthodologie du projet, l'équipe est allé dans les villages afin de réaliser une étude de base qui nous a permis de collecter différents indicateurs socio-économiques tels que la répartition ethnique, les niveaux de production de légumes, de riz, les différentes sources de revenus, etc.

Lors de cette première année une partie importante des activités a consisté à renforcer les compétences de l'équipe ainsi que des partenaires étatiques locaux à travers différentes formations : introduction à la gestion du cycle projet, aux méthodes participatives et à la communication, formation des formateurs sur les principaux savoirs et compétences des techniques d'agriculture durable et sur les questions de genre. Ces formations ont eu pour objectif de renforcer les membres de l'équipe autant sur le plan de la gestion de projet que sur le plan technique.

Le deuxième temps important fut consacré à la formation des villageois aux techniques de production organique dans les jardins potagers. Les paysans ont été formés au bio-compost, bio-extract, à l'aménagement des jardins afin d'accroître et diversifier leur production de légumes. Dans le même

temps, les paysans ont été sensibilisés aux dangers des pesticides sur la santé et l'environnement. 5000 posters de sensibilisation ont été imprimés afin d'être distribués dans les villages.

En amont de ces formations, une visite d'étude avait été mise sur pied afin de permettre aux paysans des villages du district de Kham d'échanger avec les paysans de l'organisation paysanne FASAP, situé dans le district de Khoun. Grâce à l'appui de SAEDA depuis plusieurs années, FASAP apporte un appui technique aux paysans qui ont décidé de développer une production de légumes organiques. Ces échanges sont souvent très appréciés et permettent aux paysans de voir concrètement les résultats envisageables.

D.4 Problèmes rencontrés

Aucun problème majeur n'est survenu dans la mise en œuvre cependant le projet a dû faire face à quelques contraintes :

Le délai de signature du MOU a retardé le démarrage des activités qui n'ont commencé qu'en mars 2013 ce qui entraîne un décalage par rapport au chronogramme prévu. Une demande de prolongation du projet auprès de l'UE sera peut-être à prévoir.

Le délai de signature du MOU a également retardé la procédure pour obtenir les véhicules. La voiture ainsi que les motos ont été livrés au projet en Novembre 2013, soit un an après le démarrage. Entre temps, l'équipe a dû utiliser des motos personnelles.

L'appropriation par l'équipe des objectifs du projet et des résultats à atteindre a été très partielle pendant les premiers mois de mise en œuvre du projet. De manière générale, l'approche Droit pose des difficultés de compréhension pour l'équipe. Les formations sur le droit à l'alimentation mises en place ces derniers mois ont permis à l'équipe comme aux bénéficiaires de mieux comprendre les tenants et aboutissants du projet.

La coordination entre l'équipe projet et les autorités locales en particulier DAFO et DONRE n'est pas encore automatique.

D.5 Partenaires et bailleurs en 2013

a) Bailleurs :

- Union Européenne
- Ambassade du Luxembourg au Vietnam

b) Partenaires :

- SAEDA Association

D.6 Actions prévues en 2014

Depuis le début de l'année les activités ont été focalisées sur les formations concernant le Droit à l'alimentation et l'accès à la justice pour les communautés. L'objectif est de former les formateurs (équipe projet et autorités locales) afin que ceux-ci forment à leur tour les communautés. Deux formations ont été réalisées. La première formation a été mise sur pied en collaboration avec le "Land Issues Working Group" (LIWG). Elle a consisté à former l'équipe ainsi que les autorités locales au calendrier LIWG 2014. Le calendrier est un outil pour vulgariser les textes de lois relatifs à la gestion foncière et à la gestion des ressources naturelles. Par le truchement de dessins et de textes simplifiés, le calendrier permet d'expliquer aux populations différentes procédures relatives à leurs droits : les notions de base relatives à l'agriculture contractuelle, l'importance des services de médiation villageois, l'accès à l'information sur les projets d'investissements, etc. Suite à cette formation, l'équipe a formé à son tour les villageois. La deuxième formation a eu lieu en Mai 2014. Les chefs

des villages appuyés par le projet ont été conviés à suivre une formation de deux jours sur le droit à l'alimentation et plus largement l'accès à la justice. Cette formation a été réalisée par deux avocats de Lao Bar Association.

Les activités de formation sur les techniques d'agriculture durable continueront, notamment, pour appuyer la production de légumes de contre-saison. SAEDA dispensera également des formations en SRS (sustainable rice system) aux paysans des villages ciblés. Enfin, le projet se concentrera aussi à développer les activités de réseautage et de communication pour améliorer le partage d'information et promouvoir le Droit à l'alimentation auprès du plus large public.

E. PROJET "RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ" DANS 3 DISTRICTS DE LA PROVINCE DE OUDOMXAY

L'année 2013 a été marquée par le lancement en juin du projet "Réduction de la Pauvreté" qui renforce les activités du projet de conservation des bassins versants et de développement communautaire (WCCDP: Watershed Conservation and Community Development Project). Le CCL a étendu sa zone d'action au district de Nga tout en maintenant son intervention dans les districts de La et Namor.

E.1 Fiche projet "Réduction de la pauvreté" à Oudomxay ODX-2013-2017

Nom du projet	Projet de Réduction de la pauvreté Oudomxay ; suite et renforcement du WCCDP
Zone d'action	57 villages des districts de La, Namor et Nga, Province d'Oudomxay
Durée du projet	Juin 2013-décembre 2017 (54 mois)
Budget et financement	Budget total 1,6 millions dont 1 million de l'Union Européenne et co-financements de SDC (coopération Suisse), Action de Carême, Amis Lorrains du Laos (ALL) ; Fondation Ensemble - AVSF
Bénéficiaires	Environ 35 000 personnes des 57 villages ciblés des districts de La, Namor et Nga, de divers groupes ethniques : Khamu, Hmomg, Akkha, Taidam, Phousang, Leu Environ 70 000 bénéficiaires indirects soit la population des 3 districts via le renforcement des capacités des agents de services publics
Partenaires	**Bureau provincial de l'Agriculture et des Forets (PAFO)**, services de l'agriculture, de l'environnement, de la santé, de l'éducation et de l'Union des femmes lao des districts **Agronomes et Vétérinaires Sans frontières (AVSF)** L'association lao **SAEDA** (*Sustainable agriculture and environmental Development Association*)
Objectifs	**Objectif principal**: diminuer la pauvreté dans les montagnes d'Oudomxay par une action collective des communautés, des autorités locales et des acteurs non étatiques **Objectifs spécifiques**: 1. Améliorer la sécurité alimentaire, les revenus et la santé des villages les plus pauvres des districts de Nga, Namor et Nga 2. Renforcer les capacités locales des villageois, des autorités locales et des acteurs non étatiques pour un développement respectueux de l'environnement, du genre et des populations locales.

Résultats attendus	R1: Amélioration de la sécurité alimentaire des familles par la promotion de pratiques agricoles durables R2: Augmentation des revenus par la diversification agricole et la gestion durables des ressources forestières R3: Les communautés jouent un rôle important dans la prévention des maladies via un réseau d'agents de santé appuyés par les services de district R4: Les villageois sont impliqués dans la planification et la gestion de leur développement à travers le renforcement des capacités des groupes villageois et des services de districts
Principales activités	Développement agricole : irrigation, agriculture de montagne, élevage, diversification ; appui aux OPs, gestion des ressources naturelles Santé communautaire: adduction d'eau et latrines, agents de santé communautaires, nutrition Renforcement des capacités des communautés, des équipes de projets et gouvernementales

E.2 Activités menées en 2013

A partir du mois de juin 2013, le financement UE a permis de renforcer l'équipe. Elle se compose d'un coordinateur projet, d'une conseillère projet expatriée, d'une administratrice, de quatre conseillers techniques (irrigation et génie civil, agriculture et élevage, marketing, gestion des ressources naturelles), ainsi que de trois comptables basé(e)s dans les bureaux des districts. Seul le poste de conseiller technique en santé est toujours vacant. L'équipe travaille en étroite collaboration avec les équipes gouvernementales de l'agriculture, de la santé, de la gestion des ressources naturelles, de l'union des femmes lao de chaque district sous la supervision d'un agent du PAFO en charge de la coopération avec le CCL.

En 2013, 44 systèmes d'irrigation ont été construits et 13 ont été réhabilités dans 19 villages. De nouvelles terrasses pour la riziculture ont été construites pour une superficie de 16 hectares. Ces infrastructures permettent aux 200 foyers bénéficiaires d'augmenter la surface des périmètres irrigués, et donc d'améliorer les rendements rizicoles et de permettre la mise en culture de contre-saison.

Sur les versants, 2,7 tonnes de maïs ont été distribuées à 175 foyers de 24 villages considérés comme pauvres à travers des groupes de commercialisation de maïs mettant en place des fonds de roulement afin de pérenniser l'achat de semences. En vue d'associer légumineuses et cultures pérennes et afin de limiter les impacts négatifs de la monoculture de maïs, 100 kg de semences haricots et 3 600 plants de galanga ont été distribués. Environ 57 000 plants de cardamome ont été distribués à plus de 150 familles dans 25 villages.

Enfin, plus de 1000 familles de 13 villages différents ont pu bénéficier de la réhabilitation de systèmes d'adduction d'eau et de la construction de 544 latrines.

E.3 Problèmes rencontrés

Le recrutement reste difficile du fait de la difficulté des conditions de travail et de vie dans la province d'une part et des exigences du projet en termes de formation et d'expérience d'autre part.

Comme explicité dans la partie suivante, la contractualisation avec l'UE a pris plus de temps que prévu ce qui nécessite dès à présent de nouvelles recherches de financements.

E.4 Sources de financements et partenaires

A partir de juin 2013, l'Union Européenne est devenu le principal bailleur du programme Oudomxay. Les autres bailleurs sont la Coopération Suisse (SDC), Action de Carême, FE (Fondation Ensemble) porté par AVSF ainsi que les Amis Lorrains du Laos (ALL).

Du fait du retard dans la contractualisation avec l'UE, initialement prévue en janvier, les dépenses de janvier à juin 2013 ne peuvent être considérées comme co-financements et nous devons donc trouver une source de financement complémentaire.

La coopération avec les autorités locales est toujours de qualité et les équipes gouvernementales sont investies sur le terrain.

L'association AVSF a collaboré avec les équipes du projet et a soutenu les activités en appui aux organisations de producteurs.

Un programme d'activités pour 2014 est élaboré avec l'association lao SAEDA qui apportera son expertise en maraîchage biologique et SRI et en formation et sensibilisation à la gestion des produits phytosanitaires.

E.5 Activités prévues en 2014

Poursuite et renforcement des activités menées en 2013 et mise en œuvre de nouvelles activités notamment:

- diversification agricole : pisciculture, apiculture, maraîchage biologique, petit élevage
- santé et nutrition : formation d'agents de santé communautaires
- gestion des ressources naturelles: plans de gestion des ressources forestières et aquatiques, campagnes de sensibilisation à l'utilisation des produits phytosanitaires…

F. PROJET D'APPUI AUX ÉCOLES PRIMAIRES DE LA PLAINE DE VIENTIANE ET DANS LE DISTRICT DE NHOTOU

A l'initiative des membres du bureau du CCL à Vientiane, le CCL a décidé depuis plusieurs années d'apporter une aide à des écoles primaires de la plaine de Vientiane mais aussi maintenant dans le district de Nhotou où le CCL est aussi actif dans le développement rural (cf. supra).

F.1 Fiche projet

Zones d'actions du projet	District de Naxaythong (Capital de Vientiane) District de Nhotou (province de Phongsaly)
Objectifs généraux du projet	L'intervention auprès d'écoles primaires doit permettre aux élèves de zones rurales ou périurbaines de pouvoir suivre ce cycle d'enseignement dans de meilleures conditions sanitaires et pédagogiques.
Population concernée par le projet	780 élèves de 4 écoles de 5 villages du district de Naxaythong. L'équipe pédagogique de 4 écoles, les parents d'élèves, les représentantes locales de l'Union des femmes et des communautés villageoises sont les partenaires de cette opération. 1321 élèves de l'école secondaire à Nhotou, 28 élèves de l'école de Houaygnoum six enfants ont reçu des bourses dans le district de Nhotou.

Budget total du projet	4 500 Euros pour la première phase 2006-2007 1 220 Euros pour 2008 7 400 Euros pour 2009 14 000 Euros pour 2010 10 215 Euros pour 2011 91 000 Euros pour 2012 13 000 Euros pour 2013
Date de début du projet	Eté 2006
Durée du projet	Été 2006-fin 2013 (7 ans et demi)
Personnel	L'équipe laotienne du CCL Vientiane en charge du suivi

F.2 Principales actions menées en 2013

Des actions ont donc eu lieu dans deux districts ;

- Naxaythong dans la province de Vientiane
- Nhotou dans la province de Phongsaly

Grâce au partenariat avec plusieurs associations françaises, le CCL a pu réaliser les activités suivantes :

- Prise en charge des frais de fonctionnement de trois écoles durant 9 mois : l'école de Xaymoungkhoune, l'école de Houaynamyene et l'école de Songpeuy.
- A l'école de Songpeuy :
  - Construction de 6 latrines pour les élèves.
  - Mise en place d'une gestion des déchets en construisant le four à brûler les ordures et formation des élèves afin de séparer les déchets recyclables (les feuilles, le reste des fruits et les végétaux sont conservées dans le compost afin de faire des engrais organiques).

  - Sensibilisation des élèves sur les risques liés à l'utilisation des produits chimiques. La campagne de sensibilisation a été réalisée par SAEDA (Sustainable Agriculture and Environment Development Association). Les bénéficiaires sont les élèves et les instituteurs de l'école Songpeuy et Houaynamyene. Les villageoises du village Songpeuy ont également participé à cette campagne.
  - Formation des élèves à la fabrication d'engrais organiques (avec le reste des fruits et des végétaux, etc.) et aux techniques d'agriculture durable et organique (jardin potager).
  - Achat du matériel pédagogique : Pour compléter le matériel de la bibliothèque, le CCL a acheté des livres de contes, des bandes dessinées, ainsi que des jeux éducatifs et des puzzles.
  - Un voyage d'étude a aussi été organisé dans une école du village de Houaxieng. En effet, à l'école de Houaxieng, la mise en place d'un jardin potager avait déjà

été réalisée et avait rencontré un vrai succès. L'objectif de cette visite était de permettre aux participants de mieux comprendre, d'échanger leur expérience et bonnes pratiques et insuffler la création d'un réseau entre écoles qui développent les jardins potagers.

- En partenariat avec CsD (Compter sur Demain) et avec des apports de dons privés complémentaires, le CCL a pu financer la scolarisation de six élèves du district de Nhotou pour leur permettre d'aller étudier à l'école d'Outay (capitale du district Nhotou).
- Installation d'un château d'eau et réalisation du captage à l'école de Ou Neua, pour permettre aux enfants de pouvoir suivre dans de meilleures conditions ce cycle d'enseignement.

F.3 Partenaires et bailleurs en 2013

Les actions de 2013 ont été réalisées grâce en particulier à des fonds apportés par différentes associations françaises : Compter sur demain, Enfants des rizières, Association Auvergne de Mékong, Association Solid-ère, DGLAOS, Mme Catherine Waldura, Mme Marie-Claire Méta. Les villageois ont également participé à la réalisation des travaux. Et des membres et donateurs privés du CCL ont apporté également un concours important aux opérations en se mobilisant (vente d'artisanat et autres produits) et en apportant des subsides.

F.4 Actions envisagées pour 2014

La mise en œuvre des différentes activités au sein de l'école s'est déroulée avec succès. La participation et la motivation des différents acteurs (directeur, instituteurs, villageois) dans la mise en œuvre de ces activités laissent entrevoir une opportunité de pérenniser le partenariat avec cette école afin de développer les activités.

Plusieurs types d'action sont prévus en 2014 :

- Installation de plafonds dans les classes.
- Culture de champignons.
- Le service éducatif du district de Naxaythong a sollicité le CCL afin de mettre en place une école maternelle pour la prochaine rentrée scolaire. Le Directeur de l'école fera parvenir prochainement une proposition détaillée ainsi que le devis des travaux nécessaires.
- Poursuite d'actions de parrainage pour des élèves du district de Nhotou.
- Construction des latrines à l'école d'Ou Neua.

G. LE BUREAU DU CCL À VIENTIANE

G.1 GESTION DES PROJETS ET DES ÉQUIPES, RECHERCHE DE FINANCEMENTS, SUIVI DU DIALOGUE POLITIQUE ET REPRÉSENTATION

La structure ouverte à Vientiane en 1993 a été plus que jamais active en 2013 avec à sa charge une mission importante d'appui aux projets. Cet appui aux projets ne se limite pas à l'appui logistique mais s'étend aussi à la mise en place des projets et à leur suivi régulier, en assurant par exemple, la formation les employés avant leur départ sur le terrain et ensuite en les accompagnant et en les appuyant sur place l'accompagnement et le soutien sur place.

Elle assure aussi le bon fonctionnement de l'association, prend contact avec les bailleurs de fonds, les ambassades, assure une bonne relation avec les autorités lao à Vientiane et en province ainsi qu'avec les organisations internationales.

Elle participe également à identifier des actions potentielles, de nouveaux projets, de nouveaux partenaires pour développer le réseau du CCL au Laos, identifier de nouvelles zones d'intervention, participer au montage de projet, rechercher des financements au Laos ainsi que dans la région (Thaïlande, etc.) et en France.

Le bureau de Vientiane représente le CCL au Laos et à l'étranger pour promouvoir l'image de l'association, des projets et des partenaires auprès des autorités, des organisations nationales et internationales, des collaborateurs et des bailleurs.

a) Gestion des projets et des équipes

Le bureau de Vientiane participe à la gestion des projets en collaboration avec les coordinateurs et les conseillers techniques ; Montage, appui technique, suivi du déroulement des opérations et facilitation des relations avec les bailleurs et partenaires, visites sur le terrain.

Elle s'occupe du recrutement du personnel (Lao et expatriés) des projets (annonces, entretiens). Il y a eu dix recrutements en 2013, 4 pour Xieng Khouang (trois lao et un français) ; 6 pour Oudomxay, (cinq lao et une française).

b) Recherche de financements

Le bureau a également poursuivi la collaboration avec CARE International afin de déposer une proposition auprès de l'Union européenne pour l'adaptation des communautés villageoises au changement climatique dans la province de Phongsaly. Le projet a été retenu par l'Union Européenne fin 2013 et le contrat a été signé en 2014.

c) Suivi du dialogue politique

Le CCL Vientiane a continué de suivre le dialogue politique en participant régulièrement aux réunions des groupes de travail sectoriels formels du ministère de l'Agriculture et des Forêts mises en place dans le cadre du processus d'efficacité de l'aide.

Le CCL Vientiane est également très actif dans le réseau des ONGs internationales (INGO network) en participant aux groupes de travail informels sur les questions d'agriculture, de nutrition, les questions foncières et sur le renforcement des organisations de la société civile au Laos.

Par ailleurs, Manivone Vorachak est devenu membre du comité du réseau des ONGs internationales (INGO network) qui rassemble plus de 75 ONGs et dont la fonction est d'assurer que le réseau appuie ses membres et serve de point central d'information sur le travail des ONGs internationales, notamment pour les autres partenaires du développement et le gouvernement Lao.

Perrine Fournier est membre du comité du groupe de travail sur les questions foncières (Land Issues Working Group (LIWG) qui compte près de 40 organisations membres et dont la fonction est de soutenir le secrétariat du LIWG dans la réalisation des missions et projets du LIWG, de prendre les décisions finales sur la réalisation des actions du LIWG et de représenter le LIWG si nécessaire.

d) Représentation

En mars 2013, la Directrice du CCL a été invitée à participer au premier forum mondial des femme francophones organisée à Paris par le ministère déléguée en charge de la francophonie et le ministère des Affaires Étrangères.

G.2 PRESTATION DE SERVICES

En 2013, le CCL a appuyé l'association Compter sur Demain, Codev VIET Phap (CVP), Électriciens Sans Frontières et Esther Laos et GIP ESTHER (organisation des missions, gestion de la comptabilité, coordination avec les autorités locales).

G.3 CONSTITUTION D'UNE ASSOCIATION LOCALE

Les démarches en vue d'appuyer le développement d'une association de droit lao se sont poursuivies. Un premier dossier a été déposé auprès du ministère de l'Intérieur en 2012. La constitution du comité de mobilisation fut approuvée en 2013. La deuxième étape en vue de demander l'autorisation de créer l'association fut lancée en 2013. L'association a déjà trouvé 25 membres dont la plupart sont des personnes qui travaillent pour les projets du CCL.

Le nom français de cette association est :

"ASFL : **A**ssociation pour le renforcement des **S**avoir-**F**aire **L**ocaux"

G.4 ACTIONS ENVISAGÉES POUR 2014

- Recrutement et formation des équipes des nouveaux projets.
- Recherche de financements.
- Développement organisationnel de l'association de droit lao.

H. LES ACTIONS DU CCL EN FRANCE

H.1 les conférences dans le cadre du projet PICRI

Dans le cadre du projet PICRI sur les barrages, deux conférences à AgroParisTech ont présenté les résultats de la recherche :

- le 20 février, "conférence institutionnelle", sur invitation, pour l'ambassade du Laos, les ministères/bailleurs de fonds/institutions publiques concernés, les opérateurs de barrage.
- le 23 février, "conférence société civile", ouverte, avec une quarantaine de participants (membres du CCL, de la diaspora, d'autres associations, des chercheurs)

H.2 Activités du bureau de Paris

Les missions de gestion financière (suivi financier, bilan annuel) et de logistique (organisation des missions, achats en France, etc.) ont été assurées par Véronique Azria. Ces missions sont essentielles à la crédibilité du CCL auprès des bailleurs qui nous font confiance.

Avec l'arrivée de Benoit de Cauwer, un échange téléphonique régulier a été établi avec Manivone Vorachak afin d'améliorer la communication entre les équipes au Laos et les membres du CCL en France. Ces échanges viennent compléter efficacement les informations recueillis par les membres du CCL qui font des voyages au Laos.

H.3 Les missions des membres du Conseil d'Administration au Laos

Florence Strigler a effectué une mission à Nhotou (Phongsaly) du 13 au 17 août. Cette mission avait pour objectifs

- voir les activités du projet Nhotou 2, de façon à pouvoir en rendre compte au Conseil d'Administration
- resserrer les liens entre les membres du Conseil d'Administration et l'équipe projet

- apporter un appui à l'équipe sur les activités liées à la nutrition.

Ses principales observations montrent l'influence grandissante de l'agriculture commerciale et la nature des rapports commerciaux entre les commerçants chinois, les administrations provinciales et les communautés villageois. La formation à la manipulation des intrants, la fabrication de séchoirs pour la cardamome, l'installation de banques de riz, sont des activités menées par le projet pour renforcer la position des producteurs dans la commercialisation de leurs produits. L'installation de jardins potagers sous serres, la confection de compost EM, la mise en place de zones de protection des poissons, la fabrication mécanisée de tofu à partir du soja améliorent le niveau de production. La formation sur la nutrition participe à une meilleure santé générale même si la mise en pratique reste toujours une difficulté.

Gérard Batisse a effectué une mission au Laos à l'occasion de la semaine France Lao du 25 au 29 novembre. Cette mission avait trois objectifs :

1. Participer à cette manifestations afin de prendre des contacts avec des entreprises françaises intéressées par le Laos, susceptibles de nous aider par du co-financement de projet, du sponsoring ou mécénat.
2. Rencontrer les membres du bureau de Vientiane et faire le tour de son activité avec Manivone Vorachak, pour mieux appréhender son action, ses ressources et ses besoins et pour créer un climat relationnel efficace.
3. Approfondir avec Manivone Vorachak la question de l'association lao en création.

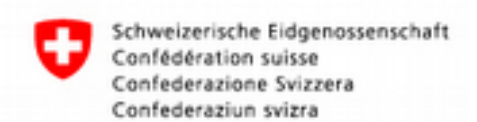
François Jullien s'est rendu au Laos en décembre. Il a pu rencontrer Olivier Gilard, représentant de l'AFD et se rendre à Oudomxay. Dans son rapport au Conseil d'Administration, il souligne l'opportunité de se rapprocher des acteurs présents comme le CIRAD[2] sur le thème de l'agriculture de conservation (semis direct sur couverture végétale). Ses recommandations pour le programme à Oudomxay sont de mettre à jour nos connaissances sur les systèmes de production agricole, de promouvoir les techniques permettant de faire face aux problèmes de durabilité et de maintien de la fertilité des sols qui vont s'accroître dans ces zones de montagne avec le développement de l'agriculture commerciale qui par ailleurs est générateur de revenus pour les communautés villageoises. Enfin s'agissant de la recherche de sponsoring, le prospection de acteurs présents au Laos dans le domaine touristique est une piste à explorer.

H.4 Les activités du Conseil d'Administration

Les membres du conseil d'administration se sont attachés principalement en 2013 à renforcer la vie associative en France. Les travaux du Conseil d'Administration dans le deuxième semestre ont porté sur la définition d'une stratégie, la relance de la communication afin de renforcer l'adhésion des membres à l'association.

2 CIRAD Centre de recherche agronomique pour le développement des pays du sud

III. RAPPORT FINANCIER



Ce rapport présente le bilan comptable ainsi qu'une analyse des données financières de l'exercice 2013. Cette présentation comprend aussi des prévisions pour 2014. Le bilan comptable exposé ici a été validé par le Commissaire aux comptes du CCL.

A. BILAN - ACTIF 2013

État exprimé en euros

	Brut	Amort. et Dépréc.	Net (N) 31/12/2013	Net (N-1) 31/12/2012
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concession, brevets et droits similaires	1 061	1 061		
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	8 654	8 654		
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Autres immobilisations corporelles	36 184	35 507	678	(64)
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)				
Participations évaluées selon mise en équival.				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 302		1 302	1 302
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	**47 201**	**45 221**	**1 980**	**1 239**
STOCK ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes				
CRÉANCES (3)				
Créances usagers et comptes rattachés				
Autres créances	61 650		61 650	41 159
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	269 934		269 934	264 235
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges constatées d'avance	859		859	2 153
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**332 443**		**332 443**	**307 547**
Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
Primes remboursement des obligations (IV)				
Écarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF	**379 644**	**45 221**	**334 423**	**308 786**

B. BILAN - PASSIF 2013

État exprimé en **euros**

	Net (N) 31/12/2013	Net (N-1) 31/12/2012
FONDS PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Report à nouveau	10 818	457
Résultat de l'exercice	**4 012**	**10 361**
TOTAL DES FONDS PROPRES	**14 830**	**10 818**
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Droits aux propriétaires		
Écarts de réévaluation		
Subventions d'investissements sur biens renouvelables		
Provisions réglementées		
TOTAL DES AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
TOTAL DES FONDS ASSOCIATIFS	**14 830**	**10 818**
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL DES PROVISIONS		
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement		
Fonds dédiés sur manuels affectés		
Fonds dédiés sur legs et donations affectés		
TOTAL DES FONDS DEDIES		
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligations convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commande en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales	8 557	5 942
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	34 906	24 602
COMPTE RÉGULARISATION		
Produits constatés d'avance	276 130	267 423
TOTAL DES DETTES	**319 593**	**297 967**
Écarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF	**334 423**	**308 786**
Résultat de l'exercice exprimé en centimes	4 011,91	10 361,29
(1) Dont à moins d'un an	319 593	297 967
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		
ENGAGEMENTS DONNES		

C. COMPTE DE RÉSULTAT 2013

État exprimé en euros

	Net (N) 31/12/2013	Net (N-1) 31/12/2012
	12 mois	12 mois
Ventes de marchandises, de produits fabriqués	1 697	2 691
Prestations de services	40 455	34 082
Productions stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	733 709	489 150
Dons	9 820	29 699
Cotisations	2 880	2 760
Legs et donations		
Autres produits de gestion courante		1
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	806	
Autres produits		
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	**789 367**	**558 383**
Achats	28 865	3 679
Variations de stocks		
Autres achats et charges externes	494 407	324 770
Impôts, taxes et versements assimilés	494	476
Rémunération du personnel	218 567	192 494
Charges sociales	37 829	27 735
Subventions accordées par l'association		
Dotations aux amortissements et dépréciations	90	277
Dotations aux provisions.		
Autres charges	1 841	1 866
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	**782 092**	**551 298**
1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**7 276**	**7 085**
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Intérêts et produits financiers	6 090	9 417
Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
Intérêts et charges financières	9 417	6 141
2 – RESULTAT FINANCIER	**(3 328)**	**3 276**
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1+2)	**3 948**	**10 361**
Produits exceptionnels	64	
Charges exceptionnelles		
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	**64**	**0**
Impôts sur les sociétés		
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectés		
TOTAL DES PRODUITS	**795 521**	**567 800**
TOTAL DES CHARGES	**791 509**	**557 439**
EXCEDENT OU DEFICIT	**4 012**	**10 361**

COMPTES DE RESULTAT (SUITE)

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

État exprimé en **euros**

	Net (N) 31/12/2013	Net (N-1) 31/12/2012
TOTAL DES PRODUITS	**37 263**	**6 499**
Bénévolat	37 263	6 499
Prestations en nature		
Dons en nature		
TOTAL DES CHARGES		**6 499**
Secours en nature		6 499
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		

D. COMMENTAIRES SUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2013

D.1 Résultat de l'exercice 2013

Comme pour l'exercice précédent, le résultat sur l'exercice 2013 est positif de 4 012 €, le résultat d'exploitation est également positif de 7 276 €. Au total des exercices cumulés au 31 décembre 2013, le CCL a une situation nette positive de 14 830 €. Toutefois il faut préciser que sur cette somme, 2 590 € correspondent à des dons déjà affectés sur les projets écoles.

Le CCL a différentes monnaies de travail (euro, dollar, kip, bath). Cela a pour conséquence d'augmenter les risques de pertes et de gains de change. En 2013, les variations des taux de changes ont été défavorables, le solde des gains et pertes de change est négatif de 3 373 € contrairement à 2012 où le solde était positif de 3 205 €.

En 2013, le total des produits s'élève à 832 784 € (bénévolat inclus), ce qui représente une forte hausse (plus de 45 %) par rapport à 2012.

Les financements de l'Union Européenne utilisés en 2013 sur 3 projets (2ème phase du projet dans le district de Nhotou, WCCDP et Sécurité alimentaire des minorités ethniques à Oudomxay) s'élèvent à 288 160 €.

Le financement de la Coopération Suisse (SDC) sur le projet WCCDP (Watershed conservation and community development project in Nam Phaak and upper watershed / Projet de conservation des bassins versants et de développement communautaire dans la province d'Oudomxay) pour l'année 2013 s'élève à 159 516 €. D'autres co-financeurs, présents aux côtés du CCL depuis de nombreuses années ont également augmenté leur participation dans les subventions, à l'instar de Action de Carême (ADC) (77 611 € utilisés en 2013) et Oxfam Hong-Kong (à hauteur de 101 594 € utilisés en 2013).

En parallèle, les charges ont augmenté vu l'accroissement des activités sur les projets.

D.2 Origine des fonds du CCL en 2013

Origine des fonds	2011	2012	2013
Organismes publics français nationaux et régionaux	21%	16%	8%
Union européenne	36%	32%	35%
Ambassades et autres organismes internationaux	7%	6%	19%
ONG et autres organismes privés	19%	29%	21%
Fonds privés (*) et bénévolat	10%	9%	11%
Autres produits (ventes, produits financiers, etc.)	7%	8%	6%

(*) Y compris la contribution des *Amis Lorrains du Laos* (Comité local du CCL en Lorraine) au fonctionnement du bureau du CCL à Vientiane

Tableau 1: Comparaison 2011-2012-2013 de l'origine des fonds du CCL (en %)

La variation concernant les ressources va dans le sens d'une poursuite de la diversification des sources de financement avec contributeurs publics et de nombreuses associations, ONG qui apportent des fonds pour les différents projets. En premier lieu on doit citer la Coopération de développement Suisse (SDC) et l'ONG suisse Action de carême (ADC) qui contribuent de façon majeure au financement des actions sur le projet WCCDP dans la province d'Oudomxay. Mais aussi la part croissante d'Oxfam Hong-Kong pour le financement des actions complémentaires sur Nhotou 2. A souligner également l'arrivée de deux nouveaux bailleurs pour le projet WCCDP : FE (Fondation Ensemble) porté par AVSF (Agronomes et Vétérinaires sans Frontières) et ALL (Amis lorrains du Laos).

	2009	2010	2011	2012	2013
Cotisations	2 800 €	2 960 €	2 720 €	2 760 €	2 880 €
Dons	10 432 €	72 666 €	53 926 €	29 699 €	9 820 €
Bénévolat	34 169 €	17 533 €	14 752 €	6 499 €	37 263 €

Tableau 2 : Evolutions des cotisations, dons et bénévolat de 2009 à 2013

En 2013 les ventes de produits au profit du CCL (artisanat, livres, etc.) sont de 1 697 euros ce qui est inférieur aux années précédentes, en baisse depuis plusieurs années. Sur cette somme 340 euros proviennent de la vente de thé et de miel au Laos.

Depuis 2005, l'application d'une nouvelle règle comptable a modifié le mode de prise en compte du bénévolat qui n'est plus inclus dans le compte de résultat. Cependant, en accord avec le plan comptable général des associations, l'engagement des bénévoles du CCL est comptabilisé sur des comptes de classe 8. Les modes de calcul concernent les durées de missions bénévoles au Laos (par jour) et les appuis apportés en France (par heure). Les montants de valorisation définis ont été fixés en s'inspirant du modèle décrit par l'AFD dans son guide concernant les demandes de financements et plus particulièrement les modes de prise en compte du bénévolat. Les coûts horaires et journaliers ont en conséquence été revus à la hausse en accord avec ces directives. Le montant total des apports valorisés du bénévolat représente pour 2013 la somme de 5 191 € (hors mécénat), niveau le plus bas depuis 5 ans. Toutefois, le CCL bénéficie depuis le 1er juillet 2013 et pour une durée de 18 mois, de la mise à disposition d'un contractuel à mi-temps dans le cadre du mécénat de la fondation Orange pour une valorisation de 32 072 €.

Mode de bénévolat	Expertise	Encadrement	Exécution	Total
Jours de mission au Laos	8 jours	1 jour	0 jour	9 jours
Heures d'appui en France	65 heures	68 heures	10 heures	143 heures

Tableau 3: 11 personnes ont effectué du bénévolat pour le CCL en 2013 – hors mécénat Fondation Orange

D.3 Les dépenses pour les projets en 2013

Les dépenses pour les projets se sont élevées à 692 142 € en 2013, alors qu'elles étaient de 462 597 € en 2012. Cette augmentation des dépenses est en grande partie due aux deux nouveaux projets : "WCCDP/Réduction de la pauvreté" à Oudomxay et "Sécurité alimentaire pour les groupes ethniques à Xieng Khouang, ainsi qu'à la poursuite de la 2ème phase du projet Nhotou.

Les frais de gestion, restés sensiblement au même niveau que les années précédentes, sont particulièrement peu élevés en 2013 en pourcentage par rapport aux dépenses réalisées pour les projets, du fait de l'augmentation du nombre de projets.

Ventilation des dépenses par destination	2011		2012		201	
	Montants	**%**	**Montants**	**%**	**Montants**	%
Dépenses totales pour les projets effectués par le CCL	569 178 €	84,9%	462 597 €	82,98%	692 142 €	87,5%
Dépenses pour la structure d'appui à Vientiane	49 012 €	7,3%	49 921 €	8,96%	52 049 €	6,6%
Dépenses pour la structure de gestion à Paris et pour les frais associatifs généraux (*)	52 190 €	7,8%	44 921 €	8,06%	47 318€	6,0%
Total Général	670 379 €		557 439 €		791 509 €	
(*) *Cette ligne représente ce que l'on appelle classiquement les « frais de gestion »*						

Tableau 4: Ventilation des dépenses par destinations en 2011, 2012, 2013

D.4 Dépenses nécessaires à la gestion et à l'appui aux projets

Pour assurer la réalisation des projets décrits dans ce rapport, mais aussi pour travailler à la préparation de nouvelles opérations, le CCL a deux bureaux permanents.

a) Un bureau à Vientiane, avant tout pour appuyer les projets de terrain

Ce bureau a pour rôle d'être aux côtés des projets en apportant un appui logistique, administratif, de représentation vis-à-vis des partenaires lao et internationaux. Il a aussi un rôle important de coordination entre les projets et d'encadrement des équipes. Il participe au montage des futures actions et réalise des prestations de services pour d'autres ONG.

L'équipe du bureau de Vientiane s'est engagée également dans la recherche de financements pour les actions en cours.

b) Un bureau à Paris, avant tout pour gérer l'association

Sa mission principale est de gérer l'ensemble des activités du CCL. C'est à dire à la fois, les projets, les personnels mais aussi la vie de l'association en France. Cette structure de gestion assure également un rôle de gestion financière (suivi financier, bilan annuel, etc.) et un rôle logistique (organisation des missions, achats en France, etc.).

Ce bureau a fonctionné tout au long de l'année 2013 avec une seule salariée à temps partiel (deux jours par semaine), la présence à mi-temps d'un bénévole dans le cadre du mécénat d'entreprise (Fondation Orange) et la mobilisation de bénévoles.

Le CCL garde une capacité de gestion courante à Paris et, par la mobilisation de son conseil d'administration et de ses adhérents une force mobilisable pour la recherche de financements, la réalisation d'activités en France, l'appui technique et méthodologique aux projets de terrain.

E. BUDGET PRÉVISIONNEL POUR 2014

En fonction des éléments financiers disponibles et des activités prévues (Cf. le rapport d'activité), il est possible de présenter les données suivantes.

E.1 Les ressources prévisionnelles pour 2014

Les ressources pour 2014 détaillées ci-dessous correspondent à des subventions ou apports provenant des divers financements acquis fin 2013 (UE, Action de carême, CARE, Oxfam Hong-Kong, etc.).

Origines des fonds ventilés analytiquement par type d'action pour 2014	En Euro
Projet de sécurité alimentaire à Nhotou (NO2)	***198 000***
Commission Européenne	*154 000*
Fonds privés (ONG Action de carême - ADC, CCL)	*44 000*
Projet Résilience Climat Change Nhotou (NO3)	***215 800***
UE / CARE	*135 000*
Fonds Oxfam Hong-Kong	*80 800*
Projet Oxfam Hong-Kong	***118 000***
Fonds Oxfam Hong-Kong	*118 000*
Actions pour les Écoles rurales	***10 600***
Fonds privés (Compter sur demain - CSD)	*7 600*
Autres fonds privés	*3 000*
Projet Esther	***19 500***
Projet Esther Laos	*17 500*
Missions des équipes de Strasbourg	*2 000*
Projet WCCDP	***356 000***
Fonds privés (ONG Action de carême - ADC)	*42 200*
Fonds (AVSF)	*35 300*
Fonds (ALL)	*53 000*
Commission Européenne	*225 500*
Projet Droit accès alimentaire à Xiengkhouang	***96 000***
Commission Européenne	*81 000*
Fonds privés et publics	*15 000*
Autres actions en France et au Laos ainsi que recherche et développement	***500***
CCL (dons, produits financiers, etc.)	*500*
Recherche, développement & capitalisation, publication et activités diverses	**69 600**
Prestations de services au Laos et en France	50 000
Cotisations des adhérents	3 520
Ventes de produits (livres, artisanat)	3 000
CCL (dons, produits financiers, etc.)	13 080
TOTAL GENERAL	**1 084 000**

Tableau 5: Origines des fonds prévisionnels 2014 ventilés analytiquement par type d'action (en euros)

Il faudra continuer une « veille » sur les différents appels à projets et appels d'offres pour lesquels le CCL pourrait faire valoir ses connaissances et ses compétences, cela venant en complément de la poursuite des contacts avec nos partenaires financiers actuels.

De l'énergie doit être mise en 2014 pour toujours renforcer la collecte de dons privés, des ventes d'artisanat et la mobilisation des adhérents. Ce n'est qu'à ce prix que l'on pourra éviter de se retrouver dans la même situation que 2009, année où nous avons eu un déficit important qui a pu être comblé en 2010.

E.2 Les dépenses prévisionnelles pour 2014

Ventilation analytique prévisionnelle des dépenses pour 2014	En Euro
Dépenses directes sur les sites des projets (selon prévisionnel)	**962 000**
Projet de sécurité alimentaire à Nhotou (NO2)	***184 000***
Coûts expatriés (salaires, charges, formation)	*44 000*
Activités terrain	*140 000*
Projet Résilience Climat Change Nhotou (NO3)	***210 500***
Coûts expatriés (salaires, charges, formation)	*21 600*
Activités terrain	*188 900*
Projet Oxfam Hong-Kong	***115 000***
Activités terrain	*115 000*
Actions pour les Écoles rurales	***9 600***
Projet Esther	***18 200***
Dépenses projet Laos	*16 300*
Missions des équipes de Strasbourg	*1 900*
Projet WCCDP	***332 700***
Coûts expatriés (salaires, charges, formation)	*45 700*
Activités terrain	*287 000*
Projet Droit accès alimentaire à Xiengkhouang	***91 500***
Coûts expatriés (salaires, charges, formation)	*6 000*
Activités terrain	*85 500*
Autres actions en France et au Laos ainsi que recherche et développement	***500***
Coût de la structure d'appui aux projets à Vientiane	**71 500**
Coût de personnel Lao	*39 000*
Fonctionnement du bureau et investissements	*32 500*
Coût du siège du CCL à Paris	**33 200**
Coûts de personnels	*21 700*
Fonctionnement du bureau	*11 500*
Fonctionnement associatif (expertise comptable, CAC, adhésion collectif, etc.)	**11 300**
Expertise comptable et commissariat aux comptes	*8 400*
Assurance responsabilité civile	*1 250*
Communication externe	*1 200*
Adhésion collectif associatif	*450*
Provision pour risques de change	**6 000**
Constitution de réserves	
TOTAL GENERAL	**1 084 000**

Tableau 6: Ventilation analytique des dépenses 2014 prévisionnelles (en euros)

Les dépenses en 2014, tout comme les entrées, sont en forte augmentation et dépassent le million d'euros. Un fonds relativement important est provisionné pour couvrir les risques de changes qui, comme cela s'est déjà produit certaines années (2009 par exemple), peuvent avoir un impact certain sur le résultat de l'exercice. Pour couvrir les frais de fonctionnement des structures ainsi que les coûts du fonctionnement associatif, on compte en premier lieu sur les frais de gestions agréés sur les subventions. Cependant, il est à noter que ces fonds restent faibles (7% pour l'union européenne par exemple) voire même parfois égaux à zéro pour certains financements agréés localement au niveau des ambassades par exemple, ou venant d'associations. Ainsi on peut se trouver dans la situation paradoxale suivante : avoir de l'argent pour réaliser les dépenses de terrain mais ne pas avoir assez de fonds pour les gérer !

les Amis Lorrains du Laos

Immeuble Poitou
9 rue des Provinces
88200 Saint Nabord

IV. LE COMITÉ LOCAL DU CCL LORRAINE

A. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES "AMIS LORRAINS DU LAOS"

Né d'une association de soutien aux programmes gérés par des expatriés vosgiens travaillant depuis 1996 dans la région d'Oudomxay, le comité lorrain du CCL, existe depuis 2007. Il prend en charge des programmes de santé dans les deux districts les plus septentrionaux de cette province.

B. LES ACTIONS DE L'ANNÉE 2013

Les actions 2013 des « Amis Lorrains du Laos » (ALL) se matérialisent par la continuation, au travers de la tranche 2012/2013 d'un programme qui s'intitule :

« Amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les villages des districts de La et Namor de la province de Oudomxay au Laos » (Phase 3)

B.1 Synthèse du projet

Zone d'action du projet	Les districts de La et Namor dans la province d'Oudomxay
Objectifs généraux du projet	1. Consolider le développement et améliorer l'hygiène des villages : 2. Aide à la construction de réseaux gravitaires, de latrines, d'écoles 3. Formation des équipes mobiles, des ASV et matrones à l'hygiène, à la gestion des déchets 4. Sensibilisation aux dangers des pesticides et aux précautions d'utilisation
Population concernée par le projet	10 261 personnes habitent les villages concernés. 40 000 personnes peuplent les 2 districts et sont indirectement concernées par les formations
Budget du projet (bénévolat local compris)	34 983,88€
Durée du projet	Programme annuel reconductible
Personnel	Le personnel du WCCDP à Oudomxay avec une supervision par le bureau de Vientiane du CCL.

B.2 Principales activités au Laos en 2013 et difficultés rencontrées

La troisième phase du programme consacré à l'hydraulique dans la province d'Oudomxay s'est achevée en décembre 2013. Elle était programmée pour 2011 et 2012, mais elle a débuté plus tardivement, car notre programme initial a servi de base à la construction d'un projet plus vaste partagé avec d'autres partenaires et piloté par le CCL (Comité de Coopération avec le Laos), auquel nous appartenons. Ce programme le WCCDP « Projet de développement communautaire et de protection du bassin de la Nam Pak au niveau des districts de La et Namor de la province d'Oudomxay », pour des raisons administratives a mis beaucoup de temps avant de pouvoir être opérationnel ce qui a retardé la mise en œuvre de cette 3ème phase.

a) District de Mueng La :

- Ban Pho Xay (Lak 17) : 78 familles, 412 habitants
  - ✔ Construction d'un captage supplémentaire

Pour ce village, la demande initiale était l'amélioration de l'alimentation en eau par un captage complémentaire. Le village voisin, Samakhi Say (Lak 15) avait le même problème d'approvisionnement, un autre bailleur de fonds du WCCDP avait suffisamment de moyens pour aider à la construction d'un réseau commun. ALL a donc pris en charge les latrines pour les deux villages Ban Pho Xay et Samakhi Say).

- Ban May : 59 familles, 241 habitants
  - ✔ Expertise du réseau d'eau déjà ancien et restructuration
  - ✔ Construction de 57 nouvelles latrines

Les travaux réalisés en 2013, ont été menés à bien sans difficulté. Nous avons pu, lors de notre visite le 25 juillet nous assurer de leur bon déroulement. Le réseau d'eau fut considérablement amélioré, en particulier par la construction d'un captage plus solide, munis de chambre de décantation et de filtres. Les latrines (59 furent construites) de deuxième génération, avec une double cuve maçonnée, « videngeable » ont été construites en août et septembre. Ce village reste pionnier pour le district en matière d'hygiène.

Ban Pak La/ Done Saat: 199 familles, 1015 habitants

- ✔ Construction de 47 latrines

Ce sont finalement 70 latrines qui ont pu être réalisées dans ce village.

Ban Houay Hô: 45 familles, 116 habitants

- ✓ Changement des tuyaux détériorés

Grâce à l'appui des étudiants en médecins de l'association « ASIEMBO » de Bobigny, les villageois ont réalisé les améliorations nécessaires à un bon fonctionnement du réseau d'eau. Les étudiants apportent une contribution financière au cofinancement de l'Agence et participent directement aux travaux. Les échanges entre eux et les villageois sont toujours très enrichissants et laissent de bons souvenirs dans toutes les mémoires.

Ban Houa Keng: 82 familles, 434 habitants

- ✓ Réfection du réseau d'eau

Dans ce village sinistré par les graves inondations de 2008, le réseau d'eau avait été reconstruit rapidement, avec des fonds de l'État lao, mais avec du matériel de qualité médiocre. Très vite des détériorations sont apparues qui ont privé certains quartiers d'alimentation pendant les mois les plus secs. Le comité villageois avait fait appel à ALL, nous suivons ce village depuis 1996, pour

améliorer la situation. Visité le 26 juillet 2013, lors de notre mission, nous notions dans le rapport : « Les travaux de réfection du réseau d'eau sont terminés depuis une semaine. Il y a 10 fontaines, dont 6 nouvelles. Tous les tuyaux ont été changés, le réservoir et le captage sont refaits. Il y a encore des réglages à faire pour que les fontaines les plus hautes soient régulièrement approvisionnées. »

b) District de Na Mor:

Ban Phou Om :

- ✓ Construction d'un réservoir complémentaire

Dans ce gros village éloigné, très difficile d'accès pendant la mousson, qui connaît des épisodes de plus en plus fréquents de déficit en eau, il nous avait été demandé d'améliorer le réseau. Nous nous sommes rendus sur place le 31 juillet 2013 pour constater :

« Le débit est insuffisant en saison sèche et il n'y a que 20 fontaines pour 1000 personnes, ce n'est pas assez. Dès que la circulation sera plus facile, Angkham et le technicien de la Nam Saat du district feront les études préalables pour que les travaux puissent être réalisés avant la fin de l'année » Les travaux sont maintenant terminés et donnent entière satisfaction.

Ban Kouang : 189 familles, 926 habitants

- ✓ Construction de 38 latrines

Ce gros village situé dans une belle vallée proche de la frontière avec le Yunnan, a bénéficié de l'appui de la Croix Rouge Lao pendant plusieurs années. Il est doté d'un dispensaire. Le réseau d'eau est fonctionnel, la majorité des maisons avaient pu s'équiper de latrines par leurs propres moyens, mais il en manquait pour des familles démunies. Les travaux ont bien été réalisés pour 31 latrines sur 38 prévues.

Ban Namo Taï/Nua : 172 familles, 850 habitants

- ✓ Construction de 75 nouvelles latrines

Nous sommes passés dans ce village le 1er août 2013, les latrines déjà construites étaient fonctionnelles et bien utilisées. Comme pour le village de Ban Kouang, certaines familles avaient pu construire leur latrine avec leurs propres moyens, nous sommes intervenus pour aider 43 familles nécessiteuses. Depuis que l'alimentation en eau est plus fiable, suite à des travaux antérieurs, le niveau d'hygiène est bon.

Hôpital Na Mor

- ✓ Réservoir d'eau

L'hôpital du district de Na Mor connaissait pendant la saison sèche, des coupures d'eau préjudiciable à son bon fonctionnement. Un réservoir spécifique fut construit afin d'améliorer l'hygiène des locaux et le confort des patients et du personnel.

B.3 _CONCLUSION :

Malgré les aléas administratifs liés à l'intégration du programme ALL au sein du WCCDP et à différents changements et retards sur le terrain, le budget a bien été utilisé pour la construction des latrines et des réseaux d'eau dans les villages pauvres et éloignés et pour les formations sur l'hygiène et les pesticides. La prochaine tranche devrait être plus facile à mettre en œuvre, l'équipe de terrain à Oudomxay est maintenant bien rôdée, avec en particulier un technicien « eau et latrines » et un coordinateur expérimenté.

Réunion de travail entre l'équipe d'Oudomxay et Etienne Géhin

V. LA CHARTE DU CCL

votée en Assemblée *Générale du 17 mai 2003*

Nous, Comité de Coopération avec le Laos (CCL), travaillons avec la population laotienne depuis 1980. Cette fidélité et notre engagement pour le développement de ce pays s'inscrivent volontairement dans la durée. La Charte décrit nos missions de coopération et nos méthodes de travail qui sont l'expression concrète d'un ensemble de valeurs. La Charte, qui symbolise notre identité, a été élaborée sur la base d'ateliers de réflexion successifs, réunissant les salariés, les membres du conseil d'administration et des adhérents de l'association. Elle est un engagement moral collectif.

a) Expression concrète d'un ensemble de valeurs

Le CCL est une association de solidarité internationale qui est indépendante et libre de toute allégeance politique, spirituelle et idéologique. Nous reconnaissons et respectons la diversité des individus, des populations, de leurs cultures, de leurs savoirs et de leurs environnements. Nous souhaitons promouvoir l'égalité en droit et en dignité de toutes les personnes. Nous reconnaissons l'interaction des personnes et des peuples et souhaitons la faire vivre sur le mode de la solidarité et de la réciprocité.

Notre coopération avec les populations du Laos repose sur des valeurs professionnelles à la fois techniques (connaissances et expériences approfondies) et humaines (volonté de progresser, patience, souplesse, adaptation au contexte local). Au travers de nos actions, nous souhaitons promouvoir l'équité et soutenir les personnes les plus défavorisées, en étant toujours attentifs à ne pas nuire. Nous souhaitons travailler avec une ferme volonté de transpa- rence, d'honnêteté intellectuelle et de responsabilité dans nos paroles et nos actes. Gage de succès pour ses missions, le CCL souhaite favoriser l'épanouissement personnel et professionnel de ses salariés et membres bénévoles et leur permettre, au contact de la population, d'être enrichis de la diversité des cultures du Laos.

b) Nos missions de coopération

Les projets menés avec le CCL, avec et auprès des populations du Laos, ont pour objectif de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de tous sans distinction, en particulier en favorisant l'accès à la nourriture, aux soins, à l'éducation et au savoir, à la culture et à des revenus stables dans un environnement durable.

Ces projets reposent sur un partenariat de longue durée avec les populations ainsi que sur la volonté d'échanger savoirs, savoir-faire, informations et cultures. En favorisant la responsabilisation et l'autonomisation, nous accompagnons les populations et les décideurs dans l'identification et la mise en œuvre de solutions adaptées à chaque situation, pour qu'ils assurent leur développement et celui de leur territoire de manière harmonieuse et indépendante. Nous privilégions les actions de formation et le renforcement des capacités d'expression, de créativité, de négociation et d'organisation des personnes et des groupes. Après plus de vingt années de présence au Laos, le CCL s'attache à capitaliser les expériences et les savoirs acquis sous différentes formes et à les diffuser au Laos et à l'étranger : rapports, livres, films, documents, site Internet, conférences, articles, etc. Enfin nous cherchons à faire connaître le Laos ainsi qu'à mobiliser et orienter des moyens pour initier et conduire de nouvelles actions dans ce pays.

c) Nos méthodes de travail

Les projets sont construits sur la base d'une participation volontaire et contractuelle des partenaires et bénéficiaires. Pour accompagner la réalisation des projets avec la plus grande efficacité possible, le CCL adopte une stratégie d'alliance : Avec des instituts de recherche et de développement, des universités et des grandes écoles, des organismes

gouvernementaux, d'autres associations, et d'autres partenaires, notamment en Asie du Sud-Est. Nous privilégions la transmission du savoir par compagnonnage. Nous favorisons l'identification de nouvelles problématiques, la recherche et l'innovation.

Le cycle des projets est marqué par une attention particulière portée au diagnostic initial qui rend compte de la complexité des situations sous leurs aspects techniques, sociaux, culturels, économiques et environnementaux. Nous veillons à ce que ce diagnostic débouche sur des propositions concrètes. Par la formation, la prise en compte des aspects économiques, et une réflexion permanente sur la pérennité, nous privilégions la durabilité des résultats produits.

Un suivi régulier de chaque projet, des visites et des échanges inter-projets permettent une adaptation continue et une cohérence de nos actions. Grâce aux évaluations intermédiaires et finales, nous nous donnons les moyens de rendre compte, d'apprendre et d'évoluer. Enfin, la capitalisation et la restitution des actions engagées et des résultats produits, à tous les acteurs concernés par les projets, participent à l'efficacité de notre travail.

La Charte symbolise notre identité et constitue notre référence pour concevoir, mener, analyser, critiquer et améliorer nos actions. Ainsi, acteurs et partenaires du CCL sont invités à interpeller régulièrement l'association, afin de vérifier que la Charte est vécue et appliquée, et qu'elle reste valide.

VI. REMERCIEMENTS

Le CCL tient à présenter ses remerciements à tous les organismes et structures qui ont apporté leur soutien aux actions décrites dans ce rapport par leurs financements et leurs dons.

a) Bailleurs et partenaires institutionnels

- Union Européenne
- Ambassade de France à Vientiane
- Ambassade de la RDP Lao en France
- Ambassade de Luxembourg au Vietnam
- Région Île de France
- Agence de Bassin Rhin Moselle (pour le comité local en Lorraine)
- Oxfam Hong Kong

b) Autres donateurs et partenaires

- AgroParisTech
- Association Action de Carême
- Association Codev Viet Phap
- Association Compter sur Demain
- Association de solidarité internationale des étudiants en médecine de Bobigny
- Association Électriciens Sans Frontières
- Association DGLAOS de Daniel Gilbert
- Association Enfants des Rizières
- Association Houa Nam Bank
- École Henri Bournel
- F3E
- Groupement d'intérêt public Esther (Ensemble pour une Solidarité Thérapeutique Hospitalière En Réseau)
- Helvetas
- Institut de Recherche et d'Applications des Méthodes de Développement
- SAEDA (Sustainable Agriculture Environment Development Association)
- Société KP Paye
- Société Sagex
- Société Segip

Ainsi qu'à tous les adhérents, bénévoles et donateurs privés qui se sont mobilisés pour mener à bien les actions durant l'année 2013.

VII. LISTE DES ABRÉVIATIONS ET SIGLES

AG	Assemblée Générale
ALL	Amis lorrains du Laos
Asean	Association des pays d'Asie du Sud-Est
ASV	Agent sanitaire villageois
AVSF	Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières
CA	Conseil d'Administration
CsD	Compter sur Demain
DAFO	District Agriculture & Forest Office (bureau du district pour l'agriculture et la forêt
DONRE	Department of Natural Resources and Environment
DPS	Direction Provinciale de la Santé
Esther	Ensemble pour une Solidarité Thérapeutique Hospitalière En Réseau
F3E	Fonds pour la promotion des Études préalables, Études transversales et Évaluations
FE	Fondation Ensemble
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
IRAM	Institut de Recherche et d'Applications des Méthodes de Développement
LWU	Lao Women Union (Union des femmes lao)
ONG	Organisation Non Gouvernementale
Picri	Partenariats institutions-citoyens pour la recherche et l'innovation
PN(I)B	Produit National (Intérieur) Brut
SAEDA	Sustainable Agriculture Environnement Development Association
SDC	Swiss Development Cooperation
UE	Union Européenne
UNL	Université Nationale du Laos

CCL
Partenaire
du développement
au Laos depuis 1980